

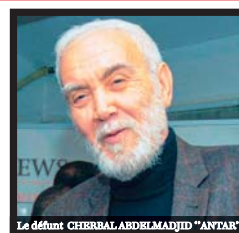
**A N N O N C E**

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »  
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**  
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

# DK NEWS

**QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION**

Lundi 6 avril 2026 / 18 Chawal 1447 - N° 4064 - 13<sup>e</sup> année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Le défunt: **CHERBAL ABDELMAJID "ANTAR"**

e-mail: [contact@dknews.dz](mailto:contact@dknews.dz)  
[www.dknews.dz/](http://www.dknews.dz/)

VISITE DU PAPE LÉON XIV  
EN ALGÉRIE

**Un tournant diplomatique  
et un symbole fort  
de dialogue des  
civilisations**

P.3

ALGÉRIE - EUROPE

**Un partenariat  
stratégique consolidé  
au cœur  
des recompositions  
géopolitiques**

P.4

MERCREDI 08 AVRIL 2026  
À 10H30

**M<sup>r</sup> Mustapha Berraf,  
président de l'ACNOA,  
sera l'invité du Forum  
de DK News**

P.2



## CONSEIL DES MINISTRES

# "L'Algérie récupèrera auprès de la Suisse plus de 110 millions de dollars de fonds détournés et gelés"



Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de loi relatif à l'exercice des activités commerciales, ainsi qu'à des exposés, dont un sur la mécanisation du secteur agricole et un autre prospectif concernant le secteur des mines, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres. P.3

### MÉDICAMENTS

**L'État serre la vis  
pour garantir  
l'approvisionnement et  
contrer les pénuries**

P.6

### IMMATRICULATION DES VÉHICULES

**L'Algérie accélère  
sa transition numérique  
avec la généralisation  
du système informatisé**

P.3

### NARCOTRAFFIC TRANSFRONTALIER

**L'ANP dévoile les coulisses  
d'une guerre stratégique  
aux frontières de l'Algérie**

P.24

### SANTÉ

**PRÉMATURÉS  
Les chances  
de survie  
ne cessent  
d'augmenter**

Pp 12-13

### FOOTBALL

CAN-2026 U17 (ZONE  
UNAF/ QUALIF) 5<sup>E</sup> J

**L'Algérie bat  
l'Egypte (1-0)  
et se qualifie pour  
la phase finale**

P.22



### CINÉMA

**Le film "Hadda"  
en hommage  
aux infirmières  
de la Guerre de  
libération, projeté  
en avant-première  
à Alger**

P.16

### MINES ANTIPERSONNEL

**L'Algérie ravive  
la mémoire et  
réaffirme son  
engagement  
humanitaire**

P.4

## HADJ 1447

### Blida: campagne de sensibilisation au profit des futurs pèlerins dans les mosquées



Une campagne de sensibilisation dédiée à l'accomplissement des rites du hadj pour la saison 1447H/2026 a été lancée au niveau des mosquées centrales des différentes communes de la wilaya de Blida, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction des affaires religieuses et des wakfs.

Selon le directeur du secteur, Mourad Brahim Ibrahim, des sessions de formation ont été récemment lancées afin d'accompagner les futurs pèlerins et de leur permettre d'accomplir ce pilier dans les meilleures conditions.

Il a ajouté que ces formations, organisées chaque samedi et mardi à partir de 9h00 dans les mosquées centrales des 10 daïras de la wilaya, sont encadrées par des imams et formateurs spécialisés, chargés d'expliquer les rites et de fournir toutes les informations nécessaires.

La campagne vise à détailler les différentes étapes du hadj, de l'Ithram au Tawaf et au Sa'i, jusqu'à la station de Arafat et la lapidation des stèles (Djamarat), avec un accent sur les aspects organisationnels et sanitaires.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus de la Direction pour assurer un encadrement religieux adéquat et une sensibilisation globale des pèlerins, contribuant ainsi à éviter les erreurs courantes et à renforcer leur conscience religieuse.

Le même responsable a appelé l'ensemble des pèlerins concernés à rejoindre ces sessions de formation et à en tirer profit, au regard de leur importance dans la bonne préparation de ce voyage spirituel.

## MASCARA

### Organisation d'une journée de formation sur l'obligation de déclaration du bénéficiaire effectif

L'obligation de déclaration du bénéficiaire effectif a été au centre d'une journée de formation organisée dimanche à Mascara visant à prévenir les crimes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

Cette rencontre a permis de mettre en lumière les mécanismes juridiques et réglementaires visant à prévenir les crimes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

La responsable de l'antenne locale du Centre national du registre du commerce (CNRC), Lamia Roufed, a indiqué que l'obligation de déclaration du bénéficiaire effectif, qui concerne les sociétés commerciales et civiles, ainsi que les associations et les fondations (wakfs), s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi 25-10 du 24 juillet 2025, modifiant et complétant la loi 05-01 du 6 février 2005 relative à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme.

Elle a ajouté que cette déclaration constitue l'une des mesures visant à renforcer la transparence financière dans notre pays, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle a précisé que cette législation oblige les entreprises et les associations à révéler l'identité des bénéficiaires effectifs, à travers le dépôt de déclarations auprès de l'antenne locale du CNRC, et auprès de la direction de wilaya de la Réglementation et des Affaires générales (DRAG) pour les associations.

## ACCIDENTS DE LA ROUTE

### 8 morts et 180 blessés en 24 heures (Protection civile)



Huit (8) personnes ont trouvé la mort et 180 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Laghouat avec 6 morts et 1 blessé, suite au dérapage d'un véhicule léger suivi d'une collision avec un bus de transport de voyageurs sur la RN 1 dans la daïra de Hassi R'mel, précise la même source.

Par ailleurs, l'intervention de la Protection civile a permis de prodiguer des soins de première urgence à 15 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des dispositifs de chauffage et des chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles respectifs à travers les wilayas de Sétif, Annaba et Mascara.

En outre, l'intervention de la Protection civile a permis l'extinction de 3 incendies urbains et divers dans les wilayas d'Alger, Tlemcen et Mostaganem, ajoute le communiqué.

Durant la même période, la Protection civile de la wilaya de Mila est intervenue, suite à une fuite de gaz butane suivie d'un incendie à l'intérieur d'une habitation, ayant causé des brûlures à 2 personnes.

## LUTTE CONTRE LA DROGUE

### Oran: saisie de plus de 451.000 comprimés de psychotropes et près de 3 kilos de cocaïne (Douanes)



La brigade mobile relevant de l'Inspection divisionnaire des Douanes d'Oran Extérieur, en coordination avec un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a procédé à la saisie de plus de 451.800 comprimés de psychotropes, près de 3 kilos de cocaïne et une quantité de kif traité, a-t-on appris, dimanche, auprès des services des Douanes.

Dans le cadre des missions de terrain en cours, la brigade mobile relevant de l'Inspection divisionnaire des Douanes d'Oran Extérieur, en coordination avec un détachement de l'Armée nationale populaire, a mené une opération ayant permis la saisie de 2,959 kilos de cocaïne, 1,970 kilos de kif traité, 423.004 comprimés de psychotropes de type "ecstasy" et 28.800 comprimés de psychotropes de type "Prégabaline 300 mg".

Au cours de la même opération, huit véhicules de tourisme et une moto ont également été saisis, et huit individus ont été arrêtés, a-t-on précisé.

Les individus impliqués ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Aïn El-Turck pour la poursuite des procédures judiciaires, selon la même source.

## Horaires des prières



Fajr : 04h58  
Dohr : 12h50  
Asr : 16h29  
Maghreb : 19h16  
Isha : 20h37

## MÉTÉO

	Température	Humidité
Alger	27°	09%
Oran	30°	13%
Annaba	25°	08%
Béjaïa	25°	12%
Tamanrasset	29°	18%

## MERCREDI 08 AVRIL 2026 À 10H30

### Mr Mustapha Berraf, président de l'ACNOA, sera l'invité du Forum de DK News



Monsieur Mustapha Berraf, président de l'Association des Comités Olympiques Africains (ACNOA), sera l'invité du Forum de DK News pour une conférence-débat le Mercredi 08 avril 2026 à 10h30.

Au cours de la rencontre, il abordera le thème : « l'Afrique en mouvement ».

La rencontre se tiendra au Centre de presse CHERBAL ABDELMAJID, au siège du journal, situé, au 03, rue du Djurdjura BEN AK NOUN, Alger.

## EL BAYADH

### Vers la réalisation de quatre nouveaux bureaux de poste en 2026

La réalisation de quatre nouveaux bureaux de poste sera lancée, durant l'année en cours dans la wilaya d'El Bayadh, dans le cadre des efforts visant à étendre le réseau postal et à rapprocher les services des citoyens, a indiqué le directeur local de la Poste et des Télécommunications, Chihab-Eddine Miah.

Dans une déclaration à l'APS, M. Miah a souligné que ces nouveaux projets, inscrits dans le plan d'action 2026, devraient être lancés, prochainement, après l'achèvement de toutes les procédures administratives. Ils seront réalisés les communes de Boualem, Sidi Taïfour, Stitten et Bougtob.

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

### Aïn-Defla : saisie de plus de 300 pièces de monnaie antiques (Sûreté de wilaya)

Les services de la Sûreté de wilaya d'Aïn-Defla ont saisi plus de 300 pièces de monnaie antiques de grande valeur historique et procédé à l'arrestation de cinq (5) individus impliqués dans leur vente illégale, indique un communiqué rendu public dimanche par ce corps sécuritaire.

Dans le cadre de la préservation du patrimoine culturel et de la lutte contre les atteintes et afférentes, la brigade de lutte contre la cybercriminalité a procédé à la saisie de 335 pièces antiques, des statuettes de petite taille ainsi qu'une ancienne arme à feu traditionnelle, selon la même source.

Cinq (5) individus impliqués dans la vente illégale de ces objets anciens ont été également arrêtés à l'issue de cette opération qui fait suite à la détection d'une annonce sur les réseaux sociaux proposant des pièces de monnaie antiques à la vente. Les investigations ont permis d'interpeller le suspect principal, en compagnie de deux (2) complices, dans la ville d'Aïn Defla, en flagrant délit de possession de statuettes représentant des têtes pharaoniques.

## CONSEIL DES MINISTRES

# L'Algérie récupèrera auprès de la Suisse plus de 110 millions de dollars de fonds détournés et gelés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de loi relatif à l'exercice des activités commerciales, ainsi qu'à des exposés, dont un sur la mécanisation du secteur agricole et un autre prospectif concernant le secteur des mines, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de loi relatif à l'exercice des activités commerciales, ainsi qu'à des exposés, dont un sur la mécanisation du secteur agricole et un autre prospectif concernant le secteur des mines.

Après présentation de l'ordre du jour du Conseil des ministres, suivie de la présentation, par Monsieur le Premier ministre, des activités du Gouvernement au cours des deux dernières semaines, Monsieur le président de la République a donné les instructions, directives et orientations suivantes : Concernant l'exposé prospectif sur le secteur des mines : Monsieur le président de la République a insisté sur la nécessité que la prochaine étape soit à la hauteur de l'ambition de l'Algérie, qui s'inscrit dans une logique de puissance économique sûre et de diversification comme socle d'un Etat véritablement émergent, s'appuyant sur des chiffres crédibles sur le terrain.

#### A cet effet :

- Monsieur le président de la République a ordonné la présentation en Conseil des ministres, dans les plus brefs délais, du plan d'exploration dans ce secteur, lequel doit définir avec précision et en détail les filières minières prioritaires pour la prochaine étape, tout en établissant rigoureusement les échéances d'exploitation et de production.

- Monsieur le président de la République a insisté sur le fait que, dorénavant, seule une cadence soutenue dans l'exécution des orientations données et des plans d'action convenus sera acceptée pour l'en-

semble des filières minières retenues, comme choix incontournable visant à garantir une stabilité en matière de développement.

- Monsieur le président de la République a ordonné de s'appuyer entièrement, dans les explorations minières dans ce secteur stratégique, sur la technologie, ainsi que sur les ressources humaines locales et les compétences algériennes à l'étranger ou à travers des partenariats avec les pays amis et alliés.

#### Concernant la mécanisation agricole :

- Monsieur le président de la République a enjoint au ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche d'assurer, dans les plus brefs délais, une préparation optimale, en prévision de la campagne de moisson qui s'annonce qualitative, au regard des conditions climatiques favorables à des résultats positifs.

- Monsieur le président de la République a réaffirmé la nécessité de garantir la mécanisation nécessaire aux agriculteurs, au niveau national.

- Accorder la priorité en matière de mécanisation sur la base de critères scientifiques et professionnels, en tenant compte de la superficie cultivée et des quantités de production.

- Adopter les quantités de production comme indicateur clé pour la création des coopératives de wilaya et régionales en matière de mécanisation et de matériel agricole, loin de toute forme de bureaucratie administrative.

#### Concernant la réalisation d'une station de déminéralisation dans la wilaya d'In Salah :

- Monsieur le président de la République a instruit de la nécessité de tenir compte, à l'avenir, de la vision

prospective liée à l'augmentation de la densité de la population et d'augmenter le volume de la production prévue pour cette station qui approvisionnera la population de la wilaya de Tamanrasset en eau potable.

- Veiller à assurer la fourniture des meilleurs services aux citoyens en matière d'alimentation en eau potable, au regard de la diversification des sources d'approvisionnement en cet élément vital, notamment le rôle important qu'ont aujourd'hui les stations de dessalement de l'eau de mer au niveau national pour garantir la sécurité hydrique.

Avant la clôture de la réunion du Conseil des ministres, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines a présenté un exposé sur le dossier de la récupération des fonds détournés, faisant état de 33 commissions rogatoires adressées à la Confédération suisse, dont 20 dossiers ont été examinés et acceptés, 4 d'entre eux, liés aux fonds détournés et gelés, ayant été définitivement traités à ce jour.

En vertu de ces procédures, plus de 110 millions de dollars seront restitués à l'Algérie.

Au terme de l'exposé, Monsieur le président de la République a adressé ses remerciements à la Confédération suisse et au Royaume d'Espagne pour la récupération par l'Algérie des fonds détournés. Par ailleurs, 61 commissions rogatoires adressées à la France dans ce cadre sont restées sans réponse.

La réunion du Conseil des ministres s'est achevée par l'approbation de décrets individuels portant nominations et fins de fonctions dans des postes supérieurs de l'Etat".

APS

## IMMATRICULATION DES VÉHICULES L'Algérie accélère sa transition numérique avec la généralisation du système informatisé

Une nouvelle étape décisive vient d'être franchie dans le processus de modernisation de l'administration en Algérie avec le lancement imminent de la deuxième phase du système national informatisé d'immatriculation des véhicules.

Cette initiative, portée par le ministère de l'Intérieur des Collectivités locales et des Transports, s'inscrit dans une dynamique globale de digitalisation des services publics visant à améliorer l'efficacité administrative, renforcer la transparence et simplifier les démarches des citoyens.

Cette nouvelle phase, qui entre en vigueur dès demain, marque un tournant important dans la gestion des opérations liées à l'immatriculation.

Elle concerne un large éventail de situations, incluant les véhicules déjà immatriculés, les équipements de travaux publics, les véhicules neufs produits localement ou acquis auprès de concessionnaires, ainsi que les véhicules importés, notamment dans le cadre de l'admission temporaire.

Une couverture élargie qui témoigne de la volonté des autorités de bâtir un système unifié, cohérent et pleinement opérationnel à l'échelle nationale.

Le principal changement introduit par ce dispositif réside dans la centralisation des procédures au niveau des bureaux d'immatriculation des véhicules.

Désormais, les opérations de validation des contrats de vente et de radiation des cartes grises ne seront plus effectuées dans les bureaux de l'état civil, mais exclusivement via la nouvelle plateforme numérique dédiée.

Cette transformation organisationnelle vise à réduire les délais de traitement, à limiter les déplacements des usagers et à améliorer la traçabilité des opérations.

Dans cette optique, l'administration met en place un cadre procédural clair, accompagné d'un dossier standardisé à fournir par les usagers.

Celui-ci comprend notamment une copie de la carte grise radiée, les copies des cartes d'identité biométriques du vendeur et de l'acquéreur, un justificatif de résidence, ainsi que les originaux des pièces d'identité et des photos d'identité récentes.

Une exigence documentaire qui vise à sécuriser les transactions et à garantir l'authenticité des opérations.

Au-delà de l'aspect technique, cette réforme traduit une volonté politique affirmée de moderniser les services publics et de les adapter aux exigences contemporaines.

En remplaçant les procédures manuelles par des outils numériques performants, l'Etat entend instaurer une relation plus fluide et plus transparente avec les citoyens, tout en renforçant la lutte contre les pratiques informelles et les irrégularités administratives. Cette transition vers le numérique s'inscrit également dans une stratégie plus large de gouvernance électronique, visant à rationaliser la gestion des données et à optimiser les performances de l'administration. En intégrant les technologies de l'information dans ses processus, l'Algérie se positionne progressivement comme un acteur engagé dans la transformation digitale de ses institutions.

Ainsi, la généralisation du système informatisé d'immatriculation ne constitue pas seulement une réforme technique, mais bien un levier structurant pour l'amélioration du service public et la modernisation de l'action administrative.

Une avancée qui devrait, à terme, contribuer à renforcer la confiance des citoyens dans leurs institutions et à améliorer significativement leur expérience administrative au quotidien.

A. MEGHIT

## VISITE DU PAPE LÉON XIV EN ALGÉRIE

### Un tournant diplomatique et un symbole fort de dialogue des civilisations

Par Abed MEGHIT

L'Algérie s'apprête à accueillir un événement d'une portée exceptionnelle, à la fois spirituelle, diplomatique et géopolitique. La visite officielle de Pape Léon XIV, prévue du 13 au 15 avril, s'annonce comme un moment fort dans l'histoire des relations entre l'Algérie et le Vatican.

Au-delà de sa dimension religieuse, ce déplacement revêt une signification stratégique majeure, traduisant le rayonnement croissant de l'Algérie sur la scène internationale.

Cette visite intervient dans un contexte marqué par une intensification des relations entre Alger et plusieurs partenaires européens, ainsi que par une

volonté affirmée de promouvoir le dialogue inter-culturel et interreligieux.

Elle fait suite à la rencontre tenue en juillet 2025 entre le président Abdelmadjid Tebboune et le souverain pontife, une étape déterminante dans le renforcement des liens entre les deux États.

Dès décembre 2025, le Pape Léon XIV avait exprimé son souhait de se rendre en Algérie, évoquant son intérêt pour les lieux emblématiques liés à Saint Augustin, figure majeure de la pensée chrétienne, mais aussi son ambition de poursuivre le dialogue entre les mondes chrétien et musulman.

Cette volonté a été concrétisée en février 2026 par l'annonce officielle de la visite, qui constitue le premier déplacement du pontife en Algérie depuis

son intronisation. Les autorités algériennes ont salué cette initiative, y voyant une opportunité de renforcer les liens d'amitié et de coopération avec le Vatican. Au-delà des relations bilatérales, cette visite s'inscrit dans une vision plus large, celle d'un monde fondé sur la paix, la compréhension mutuelle et le respect des différences.

Sur le plan diplomatique, cet événement constitue une reconnaissance implicite du rôle de l'Algérie comme acteur de stabilité et de médiation dans une région souvent marquée par les tensions.

Il met également en lumière la capacité du pays à dialoguer avec des acteurs internationaux de premier plan, tout en restant fidèle à ses principes de neutralité et de non-alignement.

Par ailleurs, cette visite contribue à renforcer le soft power algérien, en valorisant son héritage historique, culturel et spirituel. Terre de coexistence et de diversité, l'Algérie offre un cadre propice au dialogue des civilisations, un enjeu devenu crucial dans un monde confronté à des fractures identitaires et religieuses.

En accueillant le Pape Léon XIV, l'Algérie envoie ainsi un message fort à la communauté internationale : celui d'un pays ouvert, engagé pour la paix et résolument tourné vers la construction de ponts entre les peuples.

Une démarche qui conforte son positionnement comme acteur diplomatique majeur et partenaire respecté sur la scène mondiale.

## MINES ANTIPERSONNEL L'Algérie ravive la mémoire et réaffirme son engagement humanitaire

À l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines, l'Algérie a une nouvelle fois rappelé l'ampleur des souffrances héritées d'un passé douloureux, marqué par les séquelles des mines antipersonnel disséminées durant la période coloniale.

Cette commémoration, au-delà de sa portée symbolique, constitue un moment de mémoire collective et de mobilisation en faveur d'un monde débarrassé de ces engins meurtriers.

Le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a souligné l'importance de cette journée en évoquant les tragédies humaines causées par ces dispositifs, qui ont coûté la vie à de nombreux innocents et laissé des blessures profondes dans la société algérienne.

À travers un message publié sur les réseaux sociaux, il a rappelé que ces mines continuent de symboliser les stigmates d'une époque révolue, mais dont les conséquences demeurent bien réelles.

Dans ce contexte, l'hommage rendu à l'Armée nationale populaire prend tout son sens.

Depuis l'indépendance, l'ANP a mené un travail colossal de déminage, permettant de neutraliser des millions d'engins explosifs et de restituer à la vie civile de vastes étendues autrefois dangereuses.

Cette mission, à la fois technique et humanitaire, s'inscrit dans la continuité du sacrifice des martyrs et dans la volonté de construire une Algérie sûre et prospère.

De son côté, le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, a mis en avant le rôle pionnier de l'Algérie sur la scène internationale en matière de lutte contre les mines.

Il a insisté sur la nécessité de renforcer les efforts visant à interdire et criminaliser l'utilisation de ces armes, soulignant que leur impact dépasse largement les contextes de conflit pour affecter durablement les populations civiles. L'expérience algérienne en matière de déminage constitue aujourd'hui une référence.

Elle témoigne d'une capacité à conjuguer expertise technique, engagement politique et volonté humanitaire.

En transformant des zones minées en espaces de vie, l'ANP a non seulement restauré la sécurité, mais également contribué au développement économique et social des régions concernées.

Au-delà du cadre national, l'Algérie plaide pour une mobilisation internationale accrue afin d'éradiquer définitivement ce fléau.

Les mines antipersonnel continuent en effet de faire des victimes dans plusieurs régions du monde, souvent longtemps après la fin des conflits.

Leur caractère indiscriminé en fait une menace persistante pour les civils, en particulier les enfants.

En ravivant la mémoire des souffrances passées, l'Algérie réaffirme ainsi son attachement aux valeurs humanitaires et à la protection des populations.

Cette journée constitue une occasion de rappeler que la paix ne se limite pas à l'absence de guerre, mais implique également l'élimination des dangers hérités des conflits. L'engagement constant du pays dans ce domaine illustre une vision fondée sur la responsabilité, la solidarité et la dignité humaine.

Une vision qui continue de guider son action sur la scène nationale et internationale, en faveur d'un monde plus sûr et plus juste.

A. MEGHIT

## ALGÉRIE - EUROPE Un partenariat stratégique consolidé au cœur des recompositions géopolitiques

Dans un environnement international marqué par des mutations profondes et des incertitudes persistantes, l'Algérie s'impose avec constance comme un partenaire fiable et incontournable pour l'Europe.

Par Abed MEGHIT

Cette dynamique, portée par une diplomatie active et une vision stratégique affirmée, se traduit par un renforcement notable des relations bilatérales avec plusieurs puissances européennes, consolidant ainsi la place du pays comme acteur clé dans l'espace euro-méditerranéen et africain.

Les récentes visites officielles à Alger illustrent parfaitement cette tendance. La venue de Giorgia Meloni, cheffe du gouvernement italien, suivie de celle de José Manuel Albares Bueno, témoigne de l'intérêt stratégique que suscite l'Algérie auprès de deux des principales économies de l'Union européenne.

Ces déplacements, intervenus dans un contexte de recomposition des équilibres énergétiques mondiaux, traduisent une reconnaissance claire de la stabilité, de la crédibilité et de la constance de l'Algérie en tant que partenaire.

Cette reconnaissance dépasse largement le cadre de ces deux nations. D'autres pays européens manifestent également un intérêt croissant pour le développement de relations multiformes avec Alger. La visite du Premier ministre serbe, Duro Macut, s'inscrit dans cette dynamique d'ouverture et de diversification des partenariats. La Serbie, dont l'économie affiche une croissance soutenue, ambitionne d'élargir sa coopération avec l'Algérie à des secteurs stratégiques

tels que les industries mécaniques, le matériel agricole, la transformation industrielle, le transfert de technologies ou encore la numérisation et l'intelligence artificielle.

Dans cette même logique, la tournée diplomatique effectuée récemment par Ahmed Attaf en Croatie, en Belgique et en Suisse a permis de consolider davantage les liens existants et d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération. Ces échanges ont donné lieu à la signature d'accords structurants et à une convergence de vues sur plusieurs dossiers régionaux et internationaux, confirmant la volonté partagée de bâtir des relations durables et équilibrées. Au cœur de cette dynamique se trouve la question énergétique, qui constitue l'un des piliers majeurs du partenariat entre l'Algérie et l'Europe.

Dans un contexte où certaines routes d'approvisionnement sont fragilisées par des tensions géopolitiques, l'Algérie apparaît comme une source fiable et stable, capable de répondre aux besoins croissants des marchés européens.

Cette position renforce son rôle stratégique et lui confère une influence accrue dans les équilibres énergétiques du continent.

Les relations avec l'Italie illustrent parfaitement cette réalité. Portée par une volonté politique affirmée, notamment sous l'impulsion du président Abdelmajid Tebboune et de Giorgia Meloni, la coopération algéro-ita-

lienne s'est hissée au rang de modèle en matière de partenariat euro-méditerranéen. Déjà fournisseur majeur de gaz, l'Algérie joue un rôle central dans la sécurité énergétique italienne, tout en élargissant les domaines de coopération à des secteurs d'avenir tels que les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, l'industrie et les infrastructures. Cette diversification témoigne d'une volonté commune de construire une relation durable, fondée sur la complémentarité et la vision à long terme. De leur côté, les relations avec l'Espagne connaissent un regain significatif après une période de tensions.

Les échanges récents entre Alger et Madrid traduisent une volonté partagée de renouer avec une coopération solide et mutuellement bénéfique.

L'Espagne, historiquement liée à l'Algérie par des relations énergétiques étroites, redécouvre aujourd'hui l'importance stratégique de ce partenariat, qui ne se limite pas au gaz, mais englobe également le commerce, l'investissement et la sécurité régionale.

Au-delà des aspects économiques et énergétiques, la crédibilité de l'Algérie repose sur une doctrine diplomatique constante, fondée sur le respect mutuel, la non-ingérence et l'équilibre des intérêts.

Cette approche confère au pays une image de partenaire sérieux, capable de tenir ses engagements en toutes circonstances. Elle constitue également un facteur de stabilité dans une région

souvent marquée par des tensions et des incertitudes.

Face à certaines tentatives visant à altérer son image sur la scène internationale, l'Algérie répond par des résultats concrets et par le renforcement de ses alliances stratégiques.

Les relations qu'elle entretient avec plusieurs capitales européennes démontrent que les logiques de coopération pragmatique et de partenariat gagnant-gagnant prévalent sur les considérations idéologiques ou les pressions conjoncturelles. Forte de ses atouts, qu'il s'agisse de ses ressources énergétiques, de sa position géographique ou de sa stabilité politique, l'Algérie s'affirme ainsi comme une passerelle naturelle entre l'Europe et l'Afrique.

Cette double appartenance lui permet de jouer un rôle de médiateur et de facilitateur, tout en offrant aux partenaires européens un accès privilégié à des marchés en pleine expansion.

En consolidant ses relations avec l'Europe, l'Algérie ne se contente pas de renforcer ses intérêts nationaux ; elle contribue également à redéfinir les contours d'un partenariat euro-africain plus équilibré et plus inclusif.

Une orientation stratégique qui, à terme, pourrait ouvrir la voie à une nouvelle architecture de coopération, fondée sur la complémentarité des économies, la solidarité et la vision partagée d'un développement durable et mutuellement bénéfique.

## UNIVERSITÉ Ouverture de la première session de formation sur la justice constitutionnelle à l'Université de Nâama

La première session de formation sur la justice constitutionnelle, destinée aux étudiants en doctorat et en master des universités de l'Ouest algérien, a été inaugurée, dimanche à l'Université Salhi-Ahmed de Nâama, avec la participation de cadres de la Cour constitutionnelle et d'enseignants universitaires.

Dans une allocution prononcée à cette occasion et lue en son nom par le membre de la Cour constitutionnelle Ammar Boudiaf, la présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Aslaoui a affirmé que cette première étape d'une série de sessions de formation sur la justice constitutionnelle constitue "une initiative inédite, tant par sa nature que par son contenu" et s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat entre la Cour constitutionnelle et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Elle a ajouté que "cette rencontre scientifique distinguée constitue une nouvelle pierre dans l'édifice de la coopération entre la Cour constitutionnelle et l'Université algérienne, convaincus que la construction de l'Etat de droit passe nécessairement par la formation d'une génération de chercheurs en droit maîtrisant la Constitution et la jurisprudence constitutionnelle".

La présidente a également indiqué que le choix de la wilaya de Nâama pour lancer ces sessions, destinées dans leur première phase aux étudiants des universités de l'Ouest, "réflète l'engagement de cette institution à s'ouvrir à toutes les régions du pays, ainsi que l'intérêt particulier accordé au droit et à la doctrine constitutionnelle à l'Université de Nâama".

Elle a ajouté que "cette rencontre n'est que le début d'un programme national global, qui sera suivi par d'autres étapes importantes dans les wilayas de Batna, Annaba et Alger, afin d'assurer une large participation

des étudiants de master et de doctorat dans cette spécialité".

Mme Aslaoui a estimé que "la justice constitutionnelle en Algérie, à la lumière des réformes profondes initiées par le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, dans la Constitution de 2020, n'est pas seulement un ensemble de textes théoriques, mais une réalité pratique garantissant les droits et les libertés, notamment à travers le mécanisme de l'exception d'inconstitutionnalité, qui place le citoyen au cœur du contrôle constitutionnel, un élément central de cette formation".

Elle a fait savoir aussi que cette session constitue "une occasion de découvrir de près le fonctionnement de la justice constitutionnelle, en rapprochant les approches académiques enseignées à l'Université de la pratique judiciaire, et en préparant des compétences universitaires appelées à devenir juges, avocats ou enseignants-chercheurs contribuant à enrichir la pensée juridique nationale et à promouvoir la culture constitutionnelle au sein de l'élite universitaire".

Elle a conclu en soulignant que "le succès de cette première session à l'Université de Nâama ouvrira la voie à la réussite des prochaines sessions dans l'Est et le Centre du pays, en comptant sur l'interaction et les contributions scientifiques des participants pour enrichir le débat constitutionnel spécialisé".

De son côté, le directeur chargé de la gestion de l'Université de Nâama, Benamar Bouagada a indiqué que l'organisation de cette session pour les étudiants en doctorat et en master en droit constitutionnel des universités de Nâama, El Bayadh, Tiaret et Chlef reflète la volonté de la Cour constitutionnelle de promouvoir la culture constitutionnelle et la conscience juridique, tout en permettant aux étudiants chercheurs de mieux comprendre les mécanismes du

contrôle constitutionnel et le rôle de la justice constitutionnelle.

Il a ajouté que cette session constitue un espace scientifique de recherche favorisant l'échange de connaissances et d'expériences, ainsi qu'une opportunité de bénéficier d'interventions académiques contribuant au développement des compétences juridiques et au renforcement du parcours académique et professionnel des participants.

De son côté, le membre de la Cour constitutionnelle Ammar Abbes a souligné que l'objectif de cette session, axée sur l'approfondissement des concepts de la justice constitutionnelle algérienne et le renforcement de sa présence dans les colloques académiques et les études spécialisées, est de diffuser la culture constitutionnelle, d'ancre les valeurs de citoyenneté, de justice et de respect de la Constitution.

Le programme de cette session de trois jours (5-7 avril), comprend la présentation et la discussion de plusieurs conférences, notamment "La théorie générale de la Constitution et le système constitutionnel algérien", "Les nouvelles compétences de la Cour constitutionnelle", "Le contrôle constitutionnel, les droits fondamentaux et les libertés publiques", "Les procédures de l'exception d'inconstitutionnalité", "Les méthodes d'interprétation constitutionnelle et leurs applications dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle algérienne" et "Le contentieux électoral". La session, qui sera clôturée par la lecture du rapport général de ses travaux, est encadrée par plusieurs membres de la Cour constitutionnelle, notamment Aliane Bouziane, Menas Mesbah, Ammar Abbes, Oussoukine Abdelhafid et Naïf Kaci Warda, ainsi que des experts en droit et des enseignants universitaires, indiquent les organisateurs.

APS

## SIDI BEL-ABBÈS Démolition et renaissance urbaine au cœur du quartier Ahmed Zabana

Une opération d'envergure vient de marquer un tournant décisif dans la reconfiguration du paysage urbain.

Par **Abed MEGHIT**

La démolition des immeubles vétustes du quartier Ahmed Zabana, situé sur un axe stratégique menant vers Mascara, symbolise bien plus qu'une simple intervention technique : elle incarne une volonté de rompre avec un passé marqué par la précarité pour ouvrir la voie à une modernité assumée.

Cette opération, menée sous l'égide des autorités locales, s'est distinguée par une organisation rigoureuse et une mobilisation importante de moyens matériels et humains.

Les engins lourds, associés à une main-d'œuvre spécialisée, ont permis de procéder à une démolition contrôlée, où la sécurité des habitants a constitué une priorité absolue.

La présence sur le terrain des responsables administratifs, notamment



la cheffe de daïra et le président de l'Assemblée populaire communale, témoigne de l'importance accordée à cette intervention, tant sur le plan social que politique.

Une coordination étroite entre les différents services a permis de garantir le bon déroulement des opérations, avec l'appui des équipes de la Protection civile et des forces de sécurité.

Pendant, l'essence de cette initiative réside dans le relogement préalable des familles. En of-

frant des habitations décentes aux occupants des immeubles menaçant ruine, les autorités ont placé la dimension humaine au cœur de leur démarche. Ce transfert vers des logements modernes marque une étape importante dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

Une fois les structures démolies, une opération de nettoyage a été immédiatement engagée, évitant ainsi l'installation d'un vide urbain prolongé. L'évacuation rapide

des gravats ouvre désormais la voie à une requalification complète de l'espace, offrant des perspectives nouvelles en matière d'aménagement.

La libération de ces terrains stratégiques permet d'envisager la création d'équipements publics, d'espaces verts ou d'infrastructures modernes, répondant aux besoins d'une ville en pleine évolution.

Cette transformation illustre une vision urbaine tournée vers la qualité de vie, où l'espace public devient un vecteur de cohésion sociale et de développement.

À travers cette opération, Sidi Bel-Abbès amorce une nouvelle étape de son développement, fondée sur la rénovation, la sécurité et l'amélioration du cadre de vie.

Une démarche qui témoigne d'une ambition renouvelée pour une ville plus harmonieuse et plus inclusive.

## IN-GUEZZAM Avancement à divers degrés du projet de modernisation de la RN-1

Les travaux de réhabilitation de plusieurs tronçons de la route nationale RN-1 traversant sur 209 km le territoire de la wilaya d'In-Guezzam, sont à divers degrés d'avancement, ont indiqué dimanche les services de la wilaya. Ayant fait l'objet d'une inspection des autorités locales, ces opérations, retenues au titre de la modernisation du réseau routier de la wilaya et l'amélioration du trafic routier, ont porté jusqu'ici sur la réalisation de 81% du premier lot de 15 km, devant être livré dans les délais fixés et dans le respect des normes de réalisation.

Toutefois, les deux autres lots de 10 km chacun, accusent des retards dans la réalisation, avec des taux d'avancement de 24% et 26%.

Des instructions fermes ont été données aux parties concernées pour rattraper les retards de réalisation, en renforçant les chantiers en moyens humains et matériels, l'adoption du système de travail par équipes et l'intensification du suivi technique.

Inscrit au titre de la stratégie nationale de renforcement des infrastructures de base, ce projet de modernisation de la RN-1 revêt une importance stratégique et socioéconomique pour les régions du Grand Sud, en termes d'impulsion de l'investissement, du développement socioéconomique, du désenclavement des régions et de la circulation des personnes et des marchandises.

## MILA Près de 70 millions DA pour ouvrir des pistes et étendre le réseau d'assainissement à Rouached

Une enveloppe financière de 68 millions DA a été octroyée à la commune de Rouached (Nord de Mila) pour notamment ouvrir des pistes et étendre le réseau d'assainissement à plusieurs cités et agglomérations secondaires, a-t-on appris dimanche auprès du président de son assemblée populaire communale (APC).

Dans une déclaration à l'APS, M. Abdelkrim Achebi a précisé que ce montant a été mobilisé au titre du programme 2026 d'appui au développement socio-économique des communes afin d'améliorer le cadre de vie des habitants des localités et agglomérations reculées de cette collectivité locale.

Cette enveloppe financera, notamment des projets de désenclavement et de réalisation de pistes pour plusieurs agglomérations dont la route reliant la mechtas Baghla au chef-lieu de commune sur 1 km, selon la même source.

Le réseau d'assainissement sera étendu à plusieurs cités et mechtas dont la cité "Belle vue" et les mechtas "Star Aïssa", "Zenka" et "Ain Toub" de sorte à porter le taux de couverture par ce réseau à 90%, a-t-on indiqué.

La commune devra bénéficier dans le cadre du programme du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales de cette année d'une enveloppe financière supplémentaire pour la réalisation d'autres projets de rénovation et de réalisation de réseaux d'eau potable, selon encore le même élu.

## BECHAR Les procédures d'inscription pour la réalisation du projet du barrage de l'oued Labiad se poursuivent

Les procédures, ainsi que les démarches administratives et techniques pour la réalisation du nouveau barrage sur le lit de l'Oued Labiad, situé au Nord de la commune de Bechar, se poursuivent, dans le but d'inscrire cet important projet hydraulique, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur de l'hydraulique.

Cette future infrastructure hydraulique, destinée à l'irrigation et à la protection contre les inondations de la ville de Bechar, avec une capacité de retenue de 28 millions de mètres cubes, avait fait, auparavant, l'objet d'une étude de faisabilité présentée au Conseil exécutif de la wilaya, a précisé

le premier responsable de la direction de l'hydraulique, Bensalem Djelloul.

La réalisation de ce barrage sur le lit de l'oued, en plus de son rôle essentiel dans le domaine de l'irrigation agricole, jouera un rôle déterminant dans la protection de la ville de Bechar contre les inondations, telles que celles survenues en 2008 et 2024, du fait que ses crues inondent habituellement le lit de l'oued éponyme. Il permettra également de mobiliser les eaux superficielles de la région, a-t-il expliqué. Pour rappel, lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), en octobre 2025, consacrée aux questions orales à plusieurs membres du gouvernement, le minis-

tre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a indiqué que ses services préparaient l'inscription d'un projet de réalisation d'un barrage destiné à l'irrigation et à la protection contre les inondations de la ville de Bechar.

Selon des déclarations faites à l'APS par plusieurs experts et universitaires, lors d'une rencontre nationale initiée par l'Université Tahri-Mohamed de Bechar sur le thème "Sécurité hydrique en Algérie", au début du mois de février 2026, la réalisation de ce barrage sera également d'un grand apport à l'alimentation en eau potable des habitants de la région et au renforcement de la stratégie nationale de mobilisation des eaux superficielles.

## BOUIRA Un montant de 200 millions de dinars pour renforcer l'AEP à Ath Laâziz

Une enveloppe financière de 200 millions de dinars a été allouée à la réalisation de la première tranche du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) de la commune d'Ath Laâziz (Nord de Bouira), a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Lors d'une rencontre organisée samedi dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, la wali, Houria Aggoune, a invité les responsables locaux du secteur à accélérer les procédures afin de réaliser ce projet visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable des différents villages de la

commune d'Ath Laâziz, et de mettre fin aux pénuries, notamment en période estivale.

"Ce projet revêt une importance particulière, car il répondra, une fois mis en service, aux préoccupations et besoins des populations de cette région en matière d'alimentation en eau potable", a soutenu Mme Aggoune lors de sa rencontre avec les responsables du secteur de l'hydraulique.

A noter que, lors d'une récente visite à Bouira, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, avait réaffirmé la volonté de son département de soutenir les efforts des autorités de la wilaya de Bouira, pour no-

tamment répondre aux besoins des citoyens de la commune d'Ath Laâziz et mettre fin aux pénuries d'eau.

C'est dans ce contexte que la cheffe de l'exécutif local a regrouper les responsables concernés afin de lancer ce projet.

Lors de cette rencontre, Mme Aggoune, accompagnée du directeur de l'Hydraulique, M. Mohamed Bouali, et du directeur de l'Algérienne des Eaux, Hakim Lacen, a assisté à la présentation du projet par le bureau d'étude. L'itinéraire du réseau devant être accordé aux stations de pompage et aux réservoirs pour alimenter les diffé-

rentes localités de la commune a notamment été présenté.

## SÉTIF Plus de 5.700 logements à distribuer avant fin 2026

Pas moins de 5.752 logements de diverses formules devront être distribués à travers les communes de la wilaya de Sétif avant fin 2026, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya.

Il s'agit de 2.360 unités de ce total de type logements publics locatifs (LPL), 560 logements promotionnels aidés (LPA) et 2.832 aides financières pour la réalisation de logements ruraux, selon la même source.

La réception de ces logements contribuera à réduire le taux d'occupation du logement dans la wilaya, a-t-on noté. La

wilaya de Sétif compte à cette année un parc de logements constitué de 483.770 unités contre 288.016 unités en 2009, soit une amélioration du taux moyen d'occupation du logement de 5,36 (2009) à 4,44 actuellement, selon les mêmes services. Les programmes inscrits pour la wilaya jusqu'à cette année comportent 67.087 unités dont 38.468 achevées (57%) et 28.619 en cours de réalisation (43%), selon la même source qui a rappelé que depuis 2020, près de 52.000 logements ont été distribués.

APS

## MÉDICAMENTS L'État serre la vis pour garantir l'approvisionnement et contrer les pénuries

Face aux tensions observées sur certains médicaments essentiels, les autorités publiques ont décidé de passer à l'action en imposant des mesures strictes aux opérateurs du secteur pharmaceutique.

Par Abed Meghit

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a ainsi ordonné aux établissements concernés de procéder, dans des délais très courts, à la commercialisation des stocks disponibles afin de rétablir l'équilibre du marché et d'assurer la continuité des soins pour les patients.

Cette décision intervient à l'issue d'un constat préoccupant établi par les services de veille et de surveillance.

Alors que certaines pharmacies signalent des ruptures ou des tensions sur plusieurs produits, des quantités significatives de ces mêmes médicaments restent stockées au niveau de certaines entreprises d'importation, de production ou de distribution.

Une situation jugée inacceptable par les autorités, qui y voient un dysfonctionnement dans la chaîne d'approvisionnement.

Dans une note officielle, le ministère

a fixé un délai allant de 48 heures à cinq jours pour que les opérateurs mettent leurs stocks sur le marché, couvrant ainsi l'ensemble du territoire national, y compris les zones les plus éloignées.

Cette mesure vise à fluidifier la distribution et à répondre rapidement aux besoins des patients, notamment ceux atteints de maladies chroniques, particulièrement vulnérables aux ruptures de traitement.

Les autorités ont également annoncé le renforcement des contrôles à travers des missions d'inspection destinées à vérifier l'application stricte de ces instructions.

Tout manquement pourra entraîner des sanctions sévères, pouvant aller jusqu'au retrait de l'agrément.

Cette fermeté traduit la volonté de l'État de mettre fin aux pratiques illégales telles que la rétention de stocks, la spéculation ou encore la vente conditionnelle, qui contribuent à aggraver artificiellement les pénuries. Le président

du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO), Sami Tirache, a salué cette initiative, tout en soulignant le rôle crucial du dispositif de veille dans le suivi de la disponibilité des médicaments.

Selon lui, les dernières évaluations ont révélé des tensions concernant 52 médicaments à dénomination commune internationale, ce qui nécessite une mobilisation rapide de l'ensemble des acteurs du secteur.

Il a toutefois tenu à rassurer les patients en affirmant que les indicateurs globaux restent encourageants et que les stocks pris en compte devraient permettre un retour progressif à la normale.

Dans le même temps, il a appelé à la responsabilité des populations, les exhortant à éviter l'achat excessif et le stockage inutile de médicaments, comportements susceptibles de provoquer des pénuries artificielles.

Les difficultés observées trouvent également leur origine dans des facteurs

économiques. Certains fabricants hésitent à produire des médicaments jugés peu rentables, ce qui limite leur disponibilité sur le marché.

Cette réalité met en évidence la nécessité de repenser les mécanismes de régulation afin de garantir un équilibre entre viabilité économique et impératif de santé publique.

À travers cette intervention, les pouvoirs publics envoient un message clair : la santé des citoyens ne saurait être compromise par des pratiques spéculatives ou des défaillances organisationnelles.

L'objectif est de restaurer la confiance, d'assurer une distribution équitable et de garantir un accès continu aux traitements.

Dans un contexte où la sécurité sanitaire constitue une priorité stratégique, cette mobilisation générale illustre la détermination de l'État à préserver l'équilibre du système pharmaceutique et à protéger les patients contre toute forme de pénurie ou de dérive commerciale.

## CONSTRUCTION EN ALGÉRIE

### Les start-up au cœur d'un virage stratégique vers un modèle intelligent et durable

À l'heure où les défis énergétiques et environnementaux redessinent les priorités des politiques publiques à l'échelle mondiale, l'Algérie engage une réflexion profonde sur l'avenir de son secteur de la construction.

Au centre de cette transformation, les start-up et les micro-entreprises émergent comme des acteurs clés, capables d'insuffler une nouvelle dynamique fondée sur l'innovation, la performance énergétique et l'intégration des technologies de pointe.

C'est dans ce contexte que le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a mis en lumière, à Alger, le rôle stratégique de cet écosystème entrepreneurial dans l'élaboration d'un nouveau modèle de projets de construction.

Intervenant à l'ouverture de la deuxième édition du forum « Builders Confluence », le ministre a dressé les contours d'une vision ambitieuse, où les jeunes entreprises innovantes ne se contentent plus d'être de simples acteurs périphériques, mais deviennent de véritables moteurs de transformation.

Selon lui, les start-up algériennes disposent aujourd'hui des compétences techniques, de la maîtrise technologique et de la créativité nécessaires pour accompagner les efforts de l'État dans son adaptation aux mutations globales.

Cette évolution s'inscrit dans une logique de rationalisation de la consommation énergétique et d'optimisation des ressources, deux impératifs devenus incontournables dans un monde confronté à des contraintes environnementales croissantes.

Au fil des dernières années, les résultats enregistrés témoignent d'une progression tangible.

De nombreuses entreprises, issues notamment des dispositifs d'accompagnement comme Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat et Agence nationale de gestion du microcrédit, ont réussi à s'imposer dans le secteur du bâtiment en proposant des solutions novatrices.

Ces dernières intègrent des matériaux intelligents, des techniques architecturales modernes et des systèmes technologiques avancés, contribuant ainsi à redéfinir les standards de construction en Algérie.

Cette dynamique traduit une mutation progressive vers un modèle plus durable et plus intelligent.

L'objectif n'est plus uniquement de construire, mais de concevoir des infrastructures capables de répondre aux exigences d'efficacité énergétique, de connectivité et de respect des normes environnementales.

Dans cette perspective, le ministre a insisté sur la nécessité d'une mobilisation collective des différents intervenants du secteur, allant des promoteurs immobiliers aux ingénieurs, en passant par les développeurs de solutions numériques.

L'adaptation des cahiers des charges apparaît ainsi comme une étape essentielle pour intégrer pleinement ces nouvelles exigences et favoriser l'émergence d'un

écosystème cohérent. Le forum « Builders Confluence » s'inscrit précisément dans cette démarche.

Véritable plateforme d'échange et de réflexion, il offre un espace privilégié pour valoriser les capacités nationales et encourager les synergies entre les acteurs du bâtiment et ceux des technologies innovantes.

Pendant trois jours, experts, investisseurs, représentants institutionnels et porteurs de projets se réunissent pour explorer les perspectives d'un secteur en pleine mutation et identifier les leviers susceptibles d'accélérer cette transformation.

Les discussions engagées dès la première journée ont mis en évidence plusieurs axes stratégiques, notamment l'amélioration du climat des affaires en Algérie, soutenue par les mesures incitatives de Agence algérienne de promotion de l'investissement, ainsi que le développement des villes intelligentes.

L'intégration de la digitalisation et de l'intelligence artificielle dans le secteur du bâtiment a également occupé une place centrale, illustrant la volonté d'inscrire l'Algérie dans les tendances internationales les plus avancées. Dans ce cadre, les innovations présentées lors du forum ont suscité un intérêt particulier.

Parmi elles, un système de contrôle à distance des bâtiments, conçu par une start-up algérienne, a retenu l'attention par ses performances remarquables.

Testée dans la commune de Guenzet, cette solution a permis de réduire significativement la consommation énergétique, avec des économies estimées à près de 50 % pour le gaz naturel et 46 % pour l'éclairage public.

Des résultats qui illustrent concrètement le poten-

tiel des technologies locales à répondre aux enjeux énergétiques et à améliorer l'efficacité des infrastructures urbaines.

Au-delà des démonstrations technologiques, l'événement a également été marqué par l'organisation de rencontres d'affaires B2B et de sessions de formation destinées aux porteurs de projets.

Ces initiatives visent à renforcer les compétences, à favoriser les partenariats et à faciliter l'accès au financement, autant de facteurs déterminants pour le développement d'un tissu entrepreneurial solide et innovant.

À travers cette mobilisation, l'Algérie affirme clairement son ambition de bâtir un modèle de construction en phase avec les exigences du XXIe siècle.

Un modèle où l'innovation, la durabilité et l'intelligence technologique deviennent les piliers d'un développement harmonieux et responsable.

En plaçant les start-up et les micro-entreprises au cœur de cette stratégie, les pouvoirs publics envoient un signal fort quant à leur volonté de valoriser le génie national et de promouvoir une économie fondée sur la connaissance.

Cette orientation ouvre des perspectives prometteuses pour l'avenir du secteur du bâtiment, appelé à jouer un rôle déterminant dans la transition énergétique et la modernisation des infrastructures.

Elle confirme également que l'innovation locale, lorsqu'elle est soutenue et structurée, peut devenir un véritable levier de transformation économique et sociale.

Abed M.

## OPEP+

### L'Algérie et 7 pays décident d'augmenter leur production de 206.000 barils/j en mai

L'Algérie et 7 autres pays membres de l'alliance OPEP+ ont décidé, dimanche, d'apporter une augmentation volontaire de leur production globale, de 206.000 barils/jour, en mai prochain, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

Cette décision a été prise lors de la réunion de coordination des huit pays engagés dans des ajustements volontaires de production de l'Opep+, à laquelle a participé l'Algérie aux côtés des représentants de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, d'Oman et de la Russie.

À l'issue des échanges, les pays membres du Groupe ont décidé de

procéder à une hausse de leur production globale de 206.000 barils par jour en mai", avance le communiqué ajoutant que ces pays ont également réaffirmé leur engagement en faveur d'une coordination étroite entre les huit pays, soulignant l'importance d'un suivi continu et attentif de l'évolution du marché pétrolier international".

L'Algérie augmentera ainsi sa production de 6000 barils/jour, pour atteindre 983.000 barils/j en mai, selon les données publiées par l'Opep+ sur son site web.

L'Algérie a également participé aux travaux de la 65e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC). Les représentants des pays membres du Comité, à sa-

voir l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela ainsi que le Kazakhstan et la Russie, ont procédé à l'évaluation du degré de conformité des pays OPEP+ à leurs engagements de réductions volontaires de production pour les mois de janvier et février 2026. À l'issue de cet examen, le Comité a "salué les efforts soutenus des pays participants, tout en soulignant que le respect strict et continu des décisions collectives demeure un facteur déterminant pour la préservation de la stabilité du marché pétrolier international", précise le communiqué du ministère.

APS

DGSN/DGI

## L'État renforce son arsenal contre la criminalité économique : une alliance stratégique entre sécurité et fiscalité

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la consolidation des mécanismes de lutte contre la criminalité économique, à travers la signature d'une convention de coopération entre Direction générale de la Sûreté nationale et Direction générale des Impôts.

Par **Abed Meghit**

Cet accord, conclu sous la supervision du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, et du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, traduit une volonté affirmée de renforcer la synergie entre les institutions de l'État face aux défis croissants liés aux crimes financiers.

La cérémonie officielle, marquée par la présence du Directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, et du Directeur général des impôts, Djamel Hanniche, s'inscrit dans une dynamique de modernisation de l'action publique et d'optimisation des dispositifs de contrôle.

À travers cet accord, les deux institutions

entendent renforcer les mécanismes d'échange d'informations et intensifier leur coordination opérationnelle, afin de mieux détecter, prévenir et combattre les réseaux impliqués dans la criminalité organisée, en particulier dans sa dimension économique.

Dans un contexte marqué par la complexification des circuits financiers et la sophistication des pratiques frauduleuses, cette convention apparaît comme un levier stratégique majeur.

Elle vise à améliorer l'efficacité des interventions conjointes, en facilitant la circulation des données et en harmonisant les procédures entre les services concernés.

Une approche intégrée qui permet de gagner en réactivité et en précision dans le traitement des affaires liées aux infractions

financières. Dans son allocution, le ministre Saïd Sayoud a souligné la portée qualitative de cette initiative, la qualifiant d'étape déterminante dans le renforcement de la coopération interinstitutionnelle.

Il a insisté sur l'importance de cette démarche dans la protection de l'économie nationale, mettant en avant les efforts soutenus déployés par l'État pour endiguer les phénomènes de fraude, d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent.

Au-delà de la dimension sécuritaire, cet accord s'inscrit dans une vision globale visant à promouvoir la transparence, à assainir le climat des affaires et à instaurer une gouvernance économique plus rigoureuse.

En renforçant les outils de contrôle et de surveillance, les autorités entendent créer un environnement plus sain, propice à l'in-

vestissement et au développement durable. Cette coopération accrue entre la DGSN et la DGI reflète également une évolution des stratégies de lutte contre la criminalité, qui reposent désormais sur une approche multidimensionnelle intégrant à la fois les aspects sécuritaires, financiers et technologiques. L'exploitation intelligente des données, la coordination des enquêtes et la mutualisation des ressources constituent autant de facteurs clés pour relever les défis actuels. Ainsi, cette convention ne se limite pas à un simple cadre administratif. Elle incarne une orientation stratégique visant à renforcer la résilience de l'économie nationale face aux menaces internes et externes, tout en consolidant la confiance des citoyens et des opérateurs économiques dans les institutions de l'État.

## ASSURANCES

### Une croissance record qui révèle un potentiel encore largement inexploité

Le secteur des assurances en Algérie franchit un cap historique, confirmant sa dynamique de croissance dans un environnement économique en mutation.

Avec un volume de primes émises atteignant un niveau inédit de 200,5 milliards de dinars, le marché national enregistre une performance remarquable qui témoigne de sa résilience et de sa capacité à accompagner les transformations économiques du pays.

Cette évolution, mise en évidence par la dernière note de conjoncture du Conseil national des assurances, reflète une progression soutenue dans la majorité des branches, avec une prédominance notable des assurances-dommages, qui représentent à elles seules près de 83 % de la production globale.

Derrière ces chiffres encourageants, se dessine une réalité plus nuancée, marquée par des avancées significatives mais aussi par des défis structurels qui freinent encore l'essor du secteur.

Selon Youcef Benmicia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance, cette croissance repose essentiellement sur le dynamisme des branches automobile et des risques divers.

L'augmentation des tarifs de la responsabilité civile automobile, amorcée début 2025, conjuguée à la reprise des importations de véhicules et à la relance de la production locale, a contribué à stimuler les recettes du secteur.

Parallèlement, l'expansion des projets structurants dans plusieurs domaines a généré une demande accrue en couverture assurantielle, renforçant ainsi la branche des risques divers.

Toutefois, malgré ce franchissement symbolique de la barre des 200 milliards de dinars, les professionnels du secteur appellent à relativiser cette performance.

Pour Hassan Khelifati, vice-président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance, le potentiel réel du marché reste largement supérieur, estimé entre 7 et 8 milliards de

dollars. Cet écart significatif met en évidence les marges de progression considérables dont dispose encore le secteur, à condition d'engager des réformes structurantes et d'améliorer les mécanismes de régulation.

Parmi les leviers identifiés, l'accélération de l'adoption d'une nouvelle loi des assurances apparaît comme une priorité.

Une réforme attendue qui permettrait d'instaurer une régulation indépendante et plus efficace, capable de moderniser le cadre juridique et de renforcer la transparence.

La persistance de certaines pratiques, telles que la sous-déclaration ou l'insuffisance de couverture dans des segments clés comme les assurances catastrophes naturelles ou incendie, constitue en effet un frein majeur au développement du marché.

Les experts soulignent également l'importance de renforcer les dispositifs de contrôle et de gouvernance.

L'implication accrue des commissaires aux comptes dans la vérification des déclarations et la mise en place de mécanismes rigoureux de suivi pourraient contribuer à assainir le secteur et à améliorer sa crédibilité.

Dans cette optique, la modernisation des outils de gestion et l'adoption de standards internationaux en matière de reporting et de solvabilité apparaissent comme des conditions indispensables pour attirer davantage d'investissements et renforcer la confiance des assurés.

Au-delà des questions réglementaires, le secteur des assurances en Algérie est confronté à des contraintes structurelles plus profondes. Des travaux académiques menés par Kafia Benahmed et Farida Nemiri-Yaici mettent en lumière l'absence d'un marché financier développé, capable d'absorber et de valoriser les primes collectées. Cette situation limite les possibilités d'investissement des compagnies et réduit leur capacité à générer des rendements compétitifs.

À cela s'ajoute une faible densité d'assurance, traduisant un niveau encore limité de pénétration des produits assuran-

tiels au sein de la population. Un autre enjeu majeur réside dans le cadre réglementaire, notamment l'absence d'obligation d'assurance pour le transport maritime des importations. Cette lacune prive le secteur de ressources importantes et freine son expansion. Dans un contexte de mondialisation des échanges, l'intégration de ce type de couverture pourrait constituer un levier significatif de croissance. De son côté, l'expert international Mokhtar Naouri plaide pour une réforme en profondeur de la gouvernance du secteur.

Il insiste sur la nécessité de structurer les fonctions clés, telles que l'audit interne, la gestion des risques, la conformité et l'actuariat, afin d'aligner les pratiques locales sur les standards internationaux.

Il appelle également à une implication plus active des conseils d'administration, à travers la création de comités spécialisés, capables de superviser efficacement les risques et les performances.

Dans cette perspective, la transparence devient un enjeu central. La publication systématique des états financiers, accompagnée d'une communication claire et accessible, est essentielle pour renforcer la confiance des assurés et des partenaires.

Cette exigence s'inscrit dans une logique de modernisation globale du secteur, qui doit évoluer pour répondre aux attentes d'une économie en pleine transformation.

Ainsi, si les résultats enregistrés traduisent une dynamique positive, ils ne constituent qu'une étape dans un processus de développement plus large.

Le secteur des assurances en Algérie dispose d'atouts indéniables, mais son véritable essor dépendra de sa capacité à relever les défis structurels qui persistent.

Entre croissance confirmée et réformes nécessaires, l'avenir du marché s'inscrit dans une trajectoire ambitieuse, portée par la volonté de bâtir un système plus performant, plus transparent et mieux adapté aux exigences contemporaines.

**Abed M.**

## GETEX

### Cap sur l'international et ambition industrielle renouvelée pour le textile algérien

Le secteur du textile et de l'habillement en Algérie amorce un tournant stratégique majeur, porté par une volonté affirmée de modernisation, d'ouverture et d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Au cœur de cette dynamique, le groupe public GETEX se positionne comme un acteur clé, déterminé à renforcer la compétitivité du produit national et à conquérir de nouveaux marchés, tant au niveau régional qu'international.

Sous l'impulsion de son président-directeur général, Toufik Berkani, le groupe engage une stratégie ambitieuse axée sur la conclusion de partenariats avec de grandes marques internationales.

L'objectif est clair : permettre aux unités de production nationales de s'insérer pleinement dans les circuits mondiaux de fabrication, en adoptant les standards de qualité et les exigences technologiques du marché global.

Des négociations sont ainsi en cours avec plusieurs opérateurs étrangers, en vue de développer des contrats de sous-traitance dans les domaines du textile, du prêt-à-porter et des produits en cuir.

Cette orientation s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par les pouvoirs publics pour relancer la filière textile, notamment à travers des partenariats structurants, à l'image du projet développé avec TAYAL.

Il s'agit de bâtir un écosystème industriel

intégré, capable de valoriser les compétences nationales et de générer une véritable montée en gamme du secteur.

En misant sur l'innovation, la qualité et la compétitivité, le groupe entend promouvoir le label « Made in Algeria » et renforcer sa présence sur les marchés africains et internationaux.

Parallèlement à cette stratégie d'ouverture, GETEX poursuit un programme de modernisation interne visant à améliorer ses capacités de production et à optimiser ses performances.

La réhabilitation des unités industrielles, l'acquisition d'équipements modernes et l'intégration des technologies numériques, notamment l'intelligence artificielle, constituent des axes prioritaires de ce plan d'action.

Cette transformation technologique permet non seulement d'augmenter la productivité, mais aussi d'améliorer la qualité des produits et de réduire les coûts de fabrication.

Les résultats enregistrés témoignent de l'efficacité de cette stratégie.

Le groupe, qui emploie près de 8.000 travailleurs, a enregistré une progression significative de son chiffre d'affaires, avec une hausse de plus de 60 % par rapport à 2021 et une croissance de plus de 20 % entre 2024 et 2025.

Cette performance confirme l'entrée de GETEX dans une phase ascendante dura-

ble, portée par une vision claire et des investissements ciblés.

Dans une logique de diversification, le groupe développe également de nouveaux projets industriels à forte valeur ajoutée.

Parmi eux, la création d'une unité de production de fibres et de fils en polyester, d'une capacité de 20.000 tonnes par an, représente un projet structurant visant à renforcer l'intégration industrielle et à réduire la dépendance aux importations.

D'autres initiatives portent sur la production de textiles non tissés destinés au secteur médical, ainsi que sur l'extension des capacités de fabrication de tissus éponge et de produits en cuir.

Cette dynamique s'accompagne d'un ambitieux programme d'expansion, avec l'ouverture prévue de sept nouvelles usines à travers le territoire national.

Ces projets devraient générer plus de 1.000 emplois, notamment dans les régions du Sud, contribuant ainsi au développement économique local et à la réduction des disparités territoriales.

À cet égard, la wilaya d'Adrar accueillera une nouvelle unité de confection, illustrant la volonté du groupe de s'implanter au plus près des bassins de main-d'œuvre.

L'ouverture à l'international constitue également un axe stratégique majeur.

GETEX multiplie les participations aux foires et salons professionnels, notamment en Afrique, où le groupe cherche à renfor-

cer sa présence. Des événements organisés en Mauritanie, au Tchad, au Sénégal et en Tunisie offrent autant d'opportunités pour promouvoir les produits algériens et nouer de nouveaux partenariats commerciaux.

Dans cette dynamique, le groupe mise également sur le développement de ses marques propres et sur la diversification de son offre, afin de répondre aux attentes du marché national et international.

L'organisation prochaine de la deuxième édition d'un défilé de mode illustre cette volonté de valoriser le savoir-faire local et de positionner le textile algérien comme un acteur crédible sur la scène internationale.

Fort d'une expérience industrielle solide et d'une main-d'œuvre qualifiée, GETEX dispose d'atouts considérables pour réussir cette transformation.

Son portefeuille, composé de plusieurs entreprises industrielles et d'un réseau de distribution étendu, lui confère une base solide pour poursuivre son expansion.

À travers cette stratégie globale, le groupe incarne une nouvelle vision du développement industriel en Algérie, fondée sur l'innovation, la compétitivité et l'ouverture.

Une vision qui ambitionne de redonner au textile national ses lettres de noblesse et de faire du « Made in Algeria » une référence reconnue au-delà des frontières.

**Abed M.**

## ORAN

## Les garde-côtes dévoilent leur savoir-faire et consolident le lien Armée-Nation

C'est dans une ambiance marquée par la curiosité et l'enthousiasme que la ville d'Oran a accueilli le lancement des journées portes ouvertes sur le Service national des garde-côtes, une initiative inscrite dans la dynamique de rapprochement entre l'Armée nationale populaire et la société civile.

Par **Abed MEGHIT**

Organisée au niveau du Groupement territorial relevant de la 2<sup>e</sup> Région militaire, cette manifestation coïncide avec la célébration du 53<sup>e</sup> anniversaire de la création de ce service stratégique.

Placée sous la supervision du Commandant de la façade maritime Ouest, cette rencontre s'inscrit dans le cadre du plan de communication de l'institution militaire pour l'exercice 2025-2026, avec pour objectif de renforcer la relation de confiance entre l'armée et les citoyens.

Elle vise également à offrir une meilleure visibilité sur les missions et les responsabilités du Service national des garde-côtes, acteur clé de la sécurité maritime.

Dans son allocution d'ouverture, le responsable du groupement a mis en avant l'importance de cette initiative, qui permet au public de découvrir de près les compétences des personnels, la rigueur de leur formation et la modernité des équipements utilisés.

Il a souligné que ces journées représentent une vitrine du savoir-faire national dans le domaine de la surveillance maritime et de la protection des côtes. Les visiteurs ont ainsi pu parcourir les différentes expositions, où étaient présentés les moyens navals, les équipements de recherche et de sauvetage, ainsi que les outils de plongée et de détection utilisés dans les missions de police maritime. Ces démonstrations ont permis de mettre en évidence les progrès significatifs réalisés



par ce corps en matière d'organisation, de technologie et d'efficacité opérationnelle.

Au-delà de la dimension technique, cet événement revêt également une portée pédagogique et citoyenne, en particulier à l'égard des jeunes.

En leur offrant un aperçu

concret des missions des garde-côtes, il contribue à susciter des vocations et à renforcer leur attachement aux valeurs de service public et de défense nationale.

Créé le 3 avril 1973, le Service national des garde-côtes s'impose aujourd'hui comme un pi-

lier incontournable des forces navales algériennes.

À travers ces journées portes ouvertes, il affirme sa volonté de partager son expérience, de valoriser ses acquis et de consolider le lien indéfectible qui unit l'armée à la nation.

**Abed MEGHIT**

## ORAN / TRANSPARENCE ET ENGAGEMENT CITOYEN Une nouvelle génération mobilisée pour promouvoir l'intégrité

Par **Abed MEGHIT**

Dans un contexte où la consolidation des valeurs de transparence et de bonne gouvernance s'impose comme une priorité nationale, une initiative ambitieuse vient d'être lancée à Oran pour mobiliser la jeunesse autour de la lutte contre la corruption.

Baptisé « Ambassadeurs de l'intégrité », ce programme vise à former une première promotion de 100 jeunes appelés à jouer un rôle actif dans la diffusion de la culture de la transparence au sein de la société.

Portée par la présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mousserati, en partenariat avec le Conseil supérieur de la jeunesse, cette initiative s'inscrit dans une démarche structurée visant à impliquer les jeunes dans les enjeux de gouvernance et de responsabilité citoyenne.

Annoncé en marge d'une session de haut niveau consacrée à l'innovation et à la transformation numérique, organisée dans le cadre du Forum national du programme de qualification des jeunes leaders, ce projet repose sur une approche pédagogique innovante fondée sur le principe de la formation des formateurs.

Les jeunes sélectionnés auront pour mission de relayer les valeurs d'intégrité au sein de leurs environnements respectifs, contribuant ainsi à un changement durable des mentalités.



Selon les responsables du programme, l'objectif est de doter ces ambassadeurs des outils nécessaires pour comprendre les mécanismes de la corruption, identifier ses manifestations et promouvoir activement son rejet.

Il s'agit non seulement d'encourager la dénonciation des pratiques illicites, mais aussi de construire une culture collective fondée sur l'éthique et la responsabilité.

Cette initiative s'appuie sur un cadre juridique solide, notamment la loi 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, qui constitue un pilier essentiel de la stratégie nationale en la matière.

Elle traduit également la volonté des autorités de renforcer les mécanismes de prévention en impliquant directement les

citoyens, et en particulier les jeunes, dans ce combat.

En misant sur la jeunesse, ce programme ambitionne de créer une dynamique vertueuse, capable d'irriguer l'ensemble de la société et de consolider les principes de transparence et de bonne gouvernance.

Il témoigne d'une confiance affirmée dans le potentiel des jeunes Algériens, appelés à devenir les acteurs d'un changement profond et durable.

À travers cette initiative, l'Algérie franchit une nouvelle étape dans la promotion de l'intégrité, en faisant de la jeunesse un levier stratégique pour construire une société plus juste, plus transparente et résolument tournée vers l'avenir.

**Abed MEGHIT**

## TIARET

## Une transformation hydraulique ambitieuse pour une gestion durable de l'eau

La wilaya de Tiaret s'engage résolument dans une modernisation en profondeur de ses infrastructures hydrauliques, traduisant une volonté claire d'améliorer la gestion des ressources en eau et de répondre aux exigences croissantes en matière d'assainissement et de protection environnementale.

Grâce à une enveloppe financière conséquente, plusieurs projets structurants sont en cours de réalisation, couvrant l'ensemble de la chaîne de traitement des eaux.

Les stations d'épuration constituent le cœur de ce programme. À Frenda, une dotation de 300 millions de dinars permettra de renforcer les capacités de traitement et de moderniser les installations existantes, garantissant ainsi une meilleure qualité des effluents.

Une démarche similaire est engagée à Bouchevik, où les procédés de décantation, d'oxydation biologique et de désinfection seront optimisés afin d'assurer une conformité stricte aux normes sanitaires.

Parallèlement, les stations de relevage bénéficient d'investissements ciblés.

À Ain Mesbah et Karman, l'installation de pompes de nouvelle génération, associées à des systèmes automatisés et à des dispositifs de télésurveillance, permettra d'améliorer la fiabilité du transfert des eaux usées.

D'autres projets viennent compléter ce dispositif.

Les stations de Mellakou et Rahouia font l'objet de travaux de modernisation visant à accroître leurs performances, à améliorer la gestion des boues et à intégrer des technologies avancées de réduction des polluants.

Au-delà des aspects techniques, ces investissements auront des retombées significatives sur le développement local. Ils contribueront à la création d'emplois, à la réduction des risques sanitaires et à l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

Ils renforceront également l'attractivité de la wilaya pour les investisseurs, en offrant un cadre environnemental plus sain et plus conforme aux standards internationaux.

Cette transformation s'inscrit dans une vision globale alignée sur les objectifs nationaux en matière de gestion durable de l'eau, visant à garantir un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement à l'horizon 2030.

À travers ces projets, Tiaret se positionne comme un modèle de transition vers une gestion intégrée et durable des ressources hydriques.

**Abed MEGHIT**

## TIPAZA

## Une alliance algéro-japonaise au service de la durabilité marine

La wilaya de Tipasa s'impose progressivement comme un pôle d'excellence en matière de gestion durable des ressources marines, illustrant une volonté affirmée d'inscrire le développement économique dans une logique de préservation environnementale.

Par **Abed MEGHIT**

Cette orientation stratégique prend tout son sens à travers un partenariat structurant avec le Japon, qui accompagne l'Algérie dans l'appropriation de pratiques innovantes dédiées à la valorisation de l'économie bleue. Au cœur de cette dynamique, la commune de Damous accueille un projet pilote d'implantation de récifs artificiels, conçu comme une réponse concrète aux défis liés à la raréfaction des ressources halieutiques et à la pression croissante exercée sur les zones côtières.

Cette initiative, menée avec l'appui de l'Agence japonaise de coopération internationale, s'inscrit dans un programme plus large touchant plusieurs wilayas du littoral, notamment Oran, Skikda et Tizi Ouzou.

Le choix du site de Damous ne doit rien au hasard.

Il repose sur des études scientifiques rigoureuses prenant en compte les caractéristiques biologiques, hydrodynamiques et écologiques de la zone. L'objectif est de créer des habitats artificiels

favorables à la reproduction des espèces marines, permettant ainsi de restaurer progressivement les stocks halieutiques et de réduire la pression sur les ressources naturelles.

Encadré par des experts japonais, le projet bénéficie d'un transfert de savoir-faire de haut niveau, alliant innovation technologique et respect des équilibres écologiques.

Cette coopération va bien au-delà de la simple assistance technique.

Elle repose sur une approche intégrée, combinant échanges scientifiques, formation professionnelle et accompagnement institutionnel, dans le but de renforcer durablement les capacités nationales.

Dans ce cadre, la formation constitue un levier essentiel.

À Tipasa, les établissements spécialisés dans les métiers de la mer ont récemment délivré plus de 12.000 attestations dans des domaines variés, allant de la navigation maritime à la maintenance navale, en passant par les techniques d'aquaculture.

Cet effort massif de qualification traduit une volonté de pré-



parer une nouvelle génération de professionnels capables de relever les défis d'un secteur en pleine mutation.

Parallèlement, la modernisation des dispositifs d'accès à la formation s'inscrit dans une logique de démocratisation des opportunités.

La mise en place d'une plateforme numérique dédiée permet désormais aux jeunes d'accéder plus facilement aux cursus proposés, contribuant ainsi à renforcer l'attractivité des métiers maritimes.

Les premiers résultats enregistrés, notamment dans la wi-

laya d'Oran, confirment la pertinence de cette approche.

Les récifs artificiels ont favorisé la création d'écosystèmes riches et diversifiés, permettant une régénération progressive des ressources marines.

Fort de ces succès, le projet est appelé à être étendu à l'ensemble du littoral national, avec pour ambition de bâtir un modèle durable et reproductible.

Cette initiative s'inscrit dans la continuité d'une coopération algéro-japonaise ancienne, qui remonte à la fin des années 1980. Au fil des décennies, cette relation de confiance a permis

la mise en œuvre de nombreux programmes structurants, contribuant à la modernisation du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

À travers l'exemple de Tipasa, l'Algérie démontre sa capacité à conjuguer développement économique, innovation technologique et préservation environnementale.

Une démarche qui ouvre des perspectives prometteuses, tant en matière de sécurité alimentaire que de diversification de l'économie nationale.

**Abed MEGHIT**

## TIPASA

## L'entrée en vigueur d'un nouveau plan de circulation bientôt (wilaya)

Les services de la wilaya de Tipasa ont annoncé, dimanche, l'entrée en vigueur d'un nouveau plan de circulation visant à organiser le trafic au centre-ville de Tipasa, dans un délai de 10 jours au maximum, selon un communiqué de cette instance.

La même source a précisé qu'à la suite de la présentation, dimanche par la direction des transports, d'un exposé technique dé-

taillé lors d'une séance de travail présidée par le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoula, ce dernier a donné des instructions pour entamer la mise en œuvre du plan à titre expérimental dans un délai ne dépassant pas 10 jours.

Le wali a, en outre, insisté sur la nécessité d'une coordination opérationnelle entre les différents intervenants en vue de

l'adoption définitive du nouveau plan de circulation urbaine, de nature à améliorer l'organisation du trafic et à renforcer l'efficacité de l'exploitation des espaces urbains dans cette ville touristique, marquée par une forte congestion routière, notamment durant la saison estivale, période d'afflux important de visiteurs.

Le plan proposé comprend un ensemble de

mesures techniques, notamment la réorganisation des sens de circulation et des axes, le renforcement de la signalisation horizontale et verticale, ainsi que la redistribution et l'extension des espaces de stationnement, afin d'assurer une plus grande fluidité de la circulation des véhicules et de soutenir l'activité commerciale locale, selon la même source.

## BATNA

## Session de formation sur la maîtrise et le réglage des moissonneuses au profit d'agriculteurs et étudiants

Une session courte de formation à la maîtrise et au réglage des moissonneuses a été ouverte dimanche à Batna au profit de 30 céréaliculteurs des wilayas de Batna, de Sétif, d'Adrar, d'El Meghaila, de Constantine et de Guelma ainsi que d'étudiants en master du département d'agronomie de l'université Batna-1.

Cette session de formation placée sous le thème " semons la connaissance, récoltons l'expérience " est encadrée pendant quatre jours au centre de stockage de la Coopérative des Céréales et Légumes Secs (CCLS) par des experts des deux universités de Batna et Biskra, du Centre national de contrôle et certification des semences et plants de Sétif, de l'Ecole nationale supérieure agrono-

mique d'Alger, de l'Institut technique des grandes cultures d'Alger et autres organismes dont l'antenne locale d'Agrodiv. L'initiative s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la campagne moisson-battage ainsi que d'adaptation et de l'itinéraire technique de céréaliculture tracée par la direction des services agricoles (DSA) en coordination avec l'université Batna-1, a indiqué à l'APS, Amel Derdoukh, chef du service formation et vulgarisation à la DSA. Selon la même source, le programme théorique et pratique de la séance comprend une initiation au cycle de céréaliculture depuis la préparation du sol à la récolte avec un apprentissage pratique sur terrain des réglages mécaniques des mois-

sonneuses, la mise en marche et la maintenance.

De son côté, Dr Nadia Boulouah du département d'agronomie de l'université de Batna a relevé que cette formation sanctionnée par un diplôme renforce la compétence professionnelle des céréaliculteurs et des étudiants en cette spécialité de sorte à renforcer la mécanisation de la filière céréalière et améliorer les rendements.

La wilaya de Batna compte 4.057 céréaliculteurs exploitants 87.000 hectares inscrits à la plateforme « Ghorfati » relevant de la chambre de wilaya de l'agriculture, a indiqué à l'APS le secrétaire général de la chambre, Fateh Benmansour, en marge de cette formation.

## ANNABA

## Clôture des portes ouvertes sur le service national des garde-côtes

Les portes-ouvertes sur le service national des garde-côtes (SNGC), organisées du 4 au 5 avril par le Commandement des forces navales au siège du groupement territorial des garde-côtes "chahid Aouari Mahfoud" à Annaba, relevant de la 5e région militaire, ont été clôturées dimanche.

Le dernier jour de la manifestation qui s'inscrit dans le cadre du plan de communication de l'Armée nationale populaire (ANP) 2025-2026 a enregistré une grande affluente du public qui a découvert à l'occasion les diverses unités navales et aériennes et les moyens techniques modernes dont dispose le service national des garde-côtes.

L'objectif de ces portes ouvertes est de présenter au public les missions vitales et les activités opérationnelles assurées par les forces navales pour protéger la souveraineté nationale en mer ainsi que le dispositif d'intervention pour affronter les divers dangers en mer et secourir les vies humaines dans diverses circonstances, à-on indiqué.

La manifestation a donné lieu à la présentation des moyens navals et terrestres du service des garde-côtes avec des explications sur ses missions de sécurisation des eaux territoriales, de sauvetage et de protection de l'environnement marin.

Les visiteurs, notamment des étudiants et des jeunes ont manifesté de l'intérêt pour notamment les moyens d'intervention et de sauvetage en mer.

**APS**

## EL-MENIAA Plus de 11.600 hectares réservés aux cultures stratégiques (ONTA)

Une superficie de 11.651 hectares a été réservée aux développements des cultures stratégiques dans la wilaya d'El-Meniaa, avec appel à manifestation d'intérêt via la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles (ONTA) à compter du 5 avril courant, a indiqué dimanche l'Office.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la valorisation, par la concession, du portefeuille foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat, conformément aux textes réglementaires en vigueur définissant les modalités et conditions d'attribution des terres destinées à la mise en valeur, selon un programme national visant à assurer l'autosuffisance dans les cultures céréalières et fourragères.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'ONTA d'El-Meniaa, Lahcène Chettouh, a indiqué que les cinq (5) périmètres agricoles où est localisée cette superficie destinée aux cultures stratégiques, se trouvent sur les territoires des communes d'El-Meniaa, Hassi El-Gara et Hassi Lefhal.

Et d'ajouter à l'adresse des investisseurs potentiels que les inscriptions se font via la plateforme numérique de l'ONTA sur une durée de 29 jours à compter du 5 avril 2026. Le foncier agricole ciblé se répartit entre les périmètres "Gouiret Moussa" (426 ha, commune d'El-Meniaa), "Wajbet El-Djerrad" et "El-Fila" (respectivement 4.296 ha et 3.136 ha, commune de Hassi-Lefhal) et "Mehareg Lahmar-3" et "Oued El-Telh" (respectivement 2.650 ha et 1.143 ha, commune de Hassi El-Gara), selon les données de l'ONTA.

Les superficies à octroyer aux investisseurs varient entre un minimum de 30 ha et un maximum de 2.000 ha, de sorte à permettre la concrétisation de grands projets agricoles, conformément aux orientations des hautes autorités tendant à la consolidation de la sécurité alimentaire nationale, a fait savoir M. Chettouh. Le programme en question est de nature à attirer des investissements agricoles de qualité et à renforcer le développement local, à travers l'exploitation des ressources naturelles de la wilaya d'El-Meniaa pour le développement des cultures stratégiques, a-t-il souligné.

## OUM EL BOUAGHI 39 autorisations de fonçage de forages d'irrigation accordées

Un total de 39 autorisations de fonçage de forages d'irrigation a été accordé au cours du premier trimestre de l'année en cours à travers la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de l'hydraulique.

Les agriculteurs bénéficiaires de ces autorisations activent dans les communes d'El Djazia, d'Ain M'lila, d'Oum El Bouaghi, d'Ain Zitoun, d'El Harmilia, d'Ain Babouche, de F'kirina, de Bir Chouhada, d'Oued Nini, de Ksar Sbahi, de Meskiana, de Boughrara Saoudi et de Rahia, a précisé à l'APS le chef du service de mobilisation des ressources hydriques à cette direction, Hicham Maameri.

Pour obtenir l'autorisation de fonçage d'un forage de 80 à 200 mètres de profondeur, le demandeur doit posséder la carte d'agriculteur et acte justificatif de possession, de concession ou d'exploitation effective de la terre, a précisé la même source.

L'octroi de l'autorisation est effectué à travers le guichet unique de la direction de l'hydraulique après examen de la demande par une commission technique composée de représentants des directions de l'hydraulique et des services agricoles (DSA), de l'Agence nationale des ressources hydriques et de l'Agence nationale des bassins hydrographiques, a encore précisé M. Maameri.

## RELIZANE Lancement d'une caravane d'information sur les services numériques des organismes de sécurité sociale

Une caravane d'information dédiée à la présentation des services numériques des organismes de sécurité sociale a été lancée, dimanche dans la commune de Zemmoura (à 20 km au sud de Relizane), sous le slogan: "Nos services numériques vous accompagnent où que vous soyez".



Cette caravane, qui regroupe les agences locales de l'emploi, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), la Caisse nationale de retraite (CNR), ainsi que la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH), a fourni aux citoyens des explications sur les services numériques, les facilités et les procédures administratives mises en place par l'Etat pour améliorer la qualité des services, simplifier les démarches et éviter les déplacements et les files d'attente.

Dans ce cadre, le directeur de l'agence locale de l'emploi, Abdelilah Alioua, a indiqué que "cette manifes-

tation d'information, organisée sous le patronage du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, vise à faire connaître les services numériques et à rapprocher l'administration du citoyen, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des pouvoirs publics visant à moderniser le service public et à renforcer la transition numérique". Il a également fait état de la mise en place de cinq plateformes numériques destinées aux demandeurs d'emploi, telles que "Wassit Online", "Minha" et "Insat".

De son côté, la chargée de la communication de l'agence locale de la CNAS, Samia El Houari, a souligné que "cette activité de proximité constitue une opportunité de se rapprocher davantage des assurés sociaux, afin de leur fournir des

explications détaillées sur les services numériques proposés par la Caisse", notamment via la plateforme "El Hanaa", ainsi que la plateforme virtuelle de la carte "Chifa" destinée aux étudiants, entre autres services.

Par ailleurs, le responsable de la communication de la CASNOS, Omar Benaïche, a présenté la plateforme virtuelle "Damancom", ainsi que les facilités numériques offertes aux affiliés de cet organisme, permettant d'éviter les déplacements et de réduire les formalités administratives.

Le directeur de l'agence locale de la CNR, Safouane Benhala, a indiqué que les services numériques mis en place par la Caisse contribuent à améliorer les prestations destinées aux retraités et à alléger les contraintes de déplacement, notamment pour les personnes âgées, tout en offrant divers services à distance, tels que le renouvellement de dossier, la gestion du dossier médical ou encore la demande d'aides médicales.

Cette caravane sillonnera, durant dix jours (du 5 au 16 avril), plusieurs dairas de la wilaya, où des explications, des orientations et des dépliant de sensibilisation sur les services numériques et les guichets de proximité seront fournis par les cadres du secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, indiquet-on.

## KHENCHELA 18 brigades mobiles pour lutter contre les incendies de forêts durant l'été 2026

La Conservation des forêts de la wilaya de Khenchela a mobilisé 18 brigades mobiles et 72 agents forestiers pour la mise en œuvre du plan de lutte contre les incendies de forêts durant l'été 2026, a-t-on appris dimanche du Conservateur des forêts, Bachir Bahri.

Dans le cadre du plan de lutte pour la saison actuelle validé par les autorités de la wilaya, 19 ateliers d'intervention seront installés au cœur des massifs forestiers, regroupant un total de 208 ouvriers.

Des recrutements ont été ouverts pour des travailleurs saisonniers qui seront chargés de la mission d'alerte précoce en cas de départ de feu, a précisé à l'APS le responsable.

L'intervenant a ajouté que, dans le cadre des mesures préventives liées à ce plan, il a été procédé à l'aménagement et à l'ouverture de pistes forestières sur une distance de 220 km, parallèlement à la poursuite de la réalisation des projets de travaux sylvicoles sur une superficie estimée à 1200 hectares.

Le même plan, qui entrera en vigueur au début du mois de mai prochain

jusqu'au 31 octobre 2026, prévoit également l'implication de deux directions des Travaux publics, des Services agricoles, ainsi que des Affaires religieuses et des Wakfs, dans les actions de prévention et de sensibilisation, notamment le nettoyage des accotements des routes traversant les massifs forestiers, le labour de bandes pare-feu au niveau des terres agricoles limitrophes des forêts, ainsi que l'organisation de

prêches du vendredi axées sur la prévention des incendies de forêts.

Par ailleurs, l'antenne locale de l'Office national de la météorologie (ONM) a été sollicitée pour l'élaboration d'une carte de risque des incendies de forêts, avec l'utilisation d'un indice prévisionnel de danger d'incendie, afin de mieux répartir les agents mobilisés dans le cadre de ce plan à travers les zones concernées, selon la même

source. Pour rappel, la superficie forestière totale de la wilaya de Khenchela dépasse 146000 hectares, répartis sur trois principaux massifs forestiers, la forêt de Beni Melloul (plus de 67000 hectares), la forêt d'Ouled Yaagoub (27000 hectares) et celle de Beni Oudjana (22000 hectares), auxquels s'ajoutent les zones de reboisement à travers les différentes communes, couvrant près de 29000 hectares.

## SAÏDA Lancement d'une opération de réhabilitation et d'extension du réseau d'AEP dans la commune de Sidi Boubekeur

Une opération de réhabilitation et d'extension du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) a été lancée, dans la commune de Sidi Boubekeur, dans la wilaya de Saïda, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de cette collectivité locale.

Le wali de Saïda, Amoumen Mermouri a procédé, jeudi dernier, dans le cadre d'une visite d'inspection de plusieurs projets de développement visant à améliorer le cadre de vie des habitants de la daïra de Sidi Boubekeur, au lancement des travaux de ce projet vital destiné à raccorder 60 habitations dans le village de Sidi Ahmed, relevant de la commune de Sidi Boubekeur.

La longueur totale de ce réseau, en cours de réalisation dans la zone concernée, est de 600 mètres linéaires, pour une enveloppe financière globale de plus de 2,122 millions de dinars, selon la même source.

Le délai de réalisation de ce projet, supervisé par les services de la commune de Sidi Boubekeur, est fixé à deux mois, précise-t-on.

Ce projet permettra, une fois mis en service, d'améliorer les services publics fournis aux citoyens et d'assurer l'alimentation en eau potable des habitants du village de Sidi Ahmed, selon la même source.

## L'ALGÉRIE FACE AU DÉFI DU CANCER Vers une souveraineté thérapeutique en oncologie

Face à l'augmentation préoccupante des pathologies cancéreuses, l'Algérie s'engage dans une transformation profonde de son système de santé, avec pour objectif d'assurer une prise en charge optimale des patients tout en réduisant sa dépendance aux importations pharmaceutiques.

Par Abed Meghit

Cette ambition, au cœur des priorités nationales, s'inscrit dans une démarche globale visant à bâtir une véritable souveraineté thérapeutique, notamment dans le domaine stratégique de l'oncologie.

C'est dans cette optique qu'une rencontre scientifique de haut niveau s'est tenue à Alger, réunissant des spécialistes de renom, des professeurs hospitalo-universitaires et des praticiens engagés dans la lutte contre le cancer.

Cette mobilisation témoigne de l'importance accordée à la diffusion du savoir médical et à l'intégration des avancées scientifiques les plus récentes dans les protocoles de traitement.

Les progrès réalisés ces dernières années ouvrent des perspectives encourageantes.

Les cancers différenciés de la thyroïde, de l'endomètre ou encore le carcinome hépatocellulaire bénéficient désormais de thérapies ciblées, issues de recherches de pointe.

Ces traitements innovants permettent non seulement d'améliorer les taux de survie, mais aussi de préserver la qualité de vie des patients, en réduisant les effets secondaires souvent associés aux thérapies traditionnelles.

Cependant, au-delà de l'innovation médicale, la question de l'accès équitable à ces traitements demeure cruciale.

Les patients expriment de plus en plus leurs préoccupations face aux délais d'approvisionnement et aux



difficultés d'accès à certaines molécules essentielles. Cette réalité met en lumière la nécessité d'une stratégie globale, combinant excellence scientifique, organisation efficace du système de santé et développement industriel.

Dans ce contexte, la production locale de médicaments apparaît comme une solution incontournable.

En favorisant l'implantation d'unités de fabrication sur le territoire national, l'Algérie pourrait non seulement réduire sa facture d'importation, mais également

garantir une disponibilité continue des traitements.

Cette orientation s'inscrit dans une logique de souveraineté sanitaire, devenue essentielle à l'heure où les crises internationales perturbent les chaînes d'approvisionnement.

Le défi est de taille, mais les perspectives sont prometteuses.

En misant sur la formation continue des professionnels de santé, sur le transfert de technologies et sur le développement de partenariats avec des acteurs internationaux, l'Algérie se donne les moyens de construire un modèle performant et durable.

L'avenir de l'oncologie dans le pays repose ainsi sur un équilibre subtil entre innovation, accessibilité et autonomie.

Une approche qui place le patient au cœur des préoccupations et qui reflète une volonté politique forte de garantir à chaque citoyen un accès aux soins de qualité.

Dans cette dynamique, l'Algérie affirme son ambition de devenir un pôle de référence en matière de traitement du cancer, en s'appuyant sur ses compétences médicales et sur une vision stratégique orientée vers l'avenir.

## CARAVANE POUR LA PROMOTION DE LA CULTURE DE LA PRÉVENTION SANITAIRE À MASCARA Les activités de sensibilisation attirent un grand nombre de citoyens

Les différentes activités de sensibilisation organisées à Mascara dans le cadre d'une caravane de wilaya visant à promouvoir la culture de la prévention sanitaire dans la société, clôturées dimanche, ont attiré un grand nombre de citoyens, indique la direction de la Santé.

Le chef du service de la prévention, Ali Touil a indiqué à l'APS que les activités de sensibilisation organisées dans le cadre de cette caravane, initiée par la direction, à l'occasion de la Semaine nationale de la prévention, ont connu une forte affluence, notamment dans les zones rurales et les espaces publics.

Il a ajouté que ces activités ont suscité un grand intérêt et une forte interaction de la part des citoyens, en particulier lors des rencontres de proximité, qui ont constitué une

occasion pour les équipes médicales et paramédicales de la wilaya de fournir une série de conseils et d'orientations axés sur les moyens de prévention contre diverses maladies chroniques, telles que le diabète, l'hypertension artérielle et l'hépatite virale, ainsi que sur l'importance d'adopter un régime alimentaire sain. Au cours de cette manifestation de sensibilisation, qui a duré une semaine, plus de 4.000 dépliants d'information ont été distribués aux citoyens et aux visiteurs des établissements de santé de proximité, ainsi qu'aux adhérents des structures culturelles et de jeunesse, a-t-on fait savoir de même source. Dans le cadre de cette caravane, des imams, en collaboration avec les cadres de la direction de la Santé et des médecins, ont

également dispensé des prêches et des interventions de sensibilisation dans les mosquées de la wilaya, en plus de l'animation de conférences sur la prévention sanitaire dans les structures culturelles et de jeunesse de la région. L'objectif de l'organisation de cette caravane, qui a comporté diverses activités de sensibilisation et ciblé les zones rurales, les établissements éducatifs et de formation, ainsi que les structures sanitaires de base des différentes communes de la wilaya, est de renforcer la culture de la prévention sanitaire dans la société et d'encourager les équipes médicales à poursuivre les initiatives visant à promouvoir la prévention, dans le cadre du programme national de prévention mis en place par le ministère de la Santé, selon M. Touil.

## ORAN Le 28<sup>e</sup> Salon International de la Santé prévu du 8 au 11 avril

La 28<sup>e</sup> édition du Salon International de la Santé (SIMEM), se tiendra du 8 au 11 avril en cours à Oran avec la participation de plus d'une trentaine de pays et sera axée sur les technologies médicales et l'intelligence artificielle.

Organisée dans un contexte de transformation du système de santé, marqué par la digitalisation et la modernisation des infrastructures hospitalières, cette manifestation se veut, selon les organisateurs, une plateforme stratégique d'échanges et d'innova-

tion. "Le SIMEM est un espace stratégique où convergent innovation technologique, expertise médicale et coopération internationale", a-t-on indiqué.

Cette édition enregistre la participation de 188 exposants représentant plus de 500 firmes issues de 36 pays, a-t-on ajouté. Des entreprises en provenance de Chine, Turquie, Italie, Allemagne, Inde et d'autres pays européens, y présenteront leurs dernières innovations en matière d'équipements hospitaliers, de dispositifs médicaux et de solu-

tions numériques dédiées à la gestion des établissements de santé.

Le salon met ainsi en avant la progression de la production nationale, notamment dans les domaines des réactifs de laboratoire, des équipements techniques et de certains dispositifs médicaux, traduisant une dynamique industrielle en développement. Le SIMEM constitue également un espace de réflexion scientifique, à travers ses Journées scientifiques, réunissant experts, universitaires et praticiens autour de di-

verses spécialités, dont les pathologies cardiovasculaires et respiratoires, la biologie médicale, l'oncologie, la chirurgie spécialisée, ainsi que l'imagerie médicale et les applications de l'intelligence artificielle en médecine. En outre, la plateforme "Talk & Show" proposera des sessions d'échanges consacrées aux enjeux actuels de la pratique médicale et de l'organisation des soins, abordant différentes thématiques liées à l'évolution du système de santé.

APS

## SANTÉ - INTERNATIONAL

### PALESTINE Aggression sioniste contre Ghaza : le bilan s'alourdit à 72.292 martyrs et 172.073 blessés

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 72.292 martyrs et 172.073 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué dimanche par les autorités sanitaires palestiniennes.

Les corps de quatre martyrs, ainsi que cinq blessés, ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 24 heures, a indiqué la même source, notant que de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 716 Palestiniens sont tombés en martyrs et 1.968 autres ont été blessés, tandis que les corps de 759 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

### BANGLADESH Hausse des cas de rougeole, campagne de vaccination massive

Le gouvernement du Bangladesh a lancé un programme de vaccination massive pour tenter de contenir une épidémie de rougeole soupçonnée d'avoir fait une centaine de morts en trois semaines, ont annoncé dimanche les autorités sanitaires du pays. "Comparés aux années précédentes, le nombre d'enfants affectés est plus élevé et le taux de mortalité également", a déclaré à des médias le responsable de la prévention des épidémies au ministère de la Santé, Dr Hamilur Rashid.

Ces trois dernières semaines, ses services ont recensé dans le pays un total de 6.476 patients présentant des symptômes de rougeole, dont 98 ont trouvé la mort. Sur les 826 cas confirmés de la maladie, 16 ont été mortels. "C'est le chiffre de mortalité le plus élevé enregistré (au Bangladesh) lors des deux dernières décennies", a, pour sa part, indiqué le chef du comité de suivi de la rougeole et de la rubéole, Mahmudur Rahman. Le ministère de la Santé a identifié 30 des secteurs les plus affectés du pays et y a ordonné des vaccinations d'urgence.

"Cette épidémie est due à plusieurs causes, l'une d'entre elles étant la pénurie de vaccins", a expliqué M. Hamilur. Parmi ces autres facteurs, il a cité la malnutrition, le recul de l'allaitement chez les jeunes mères, ainsi que la désinformation sur les risques de la vaccination.

# PRÉMATURÉS

## Les chances de survie ne cessent d'augmenter

Depuis trente ans, la médecine fait des pas de géants pour la survie des grands prématurés. Et les progrès payent, comme le prouvent deux études parues cette semaine sur le sujet.

Une grossesse est dite « à terme » lorsque l'accouchement a lieu entre la 37<sup>e</sup> et la 41<sup>e</sup> semaine d'aménorrhée (SA), c'est-à-dire le nombre de semaines écoulées depuis le premier jour des dernières règles. Si l'accouchement a lieu avant les 37 SA, le nouveau-né est ainsi dit « prématuré ». Jusqu'aux années 1980, les médecins estimaient qu'un bébé était viable au bout de 28 SA. Il ne pèse alors que 1 000 grammes.

Mais cette limite ne cesse de reculer. Pour exemple, en février dernier, un bébé japonais est sorti du ventre de sa mère à la 24<sup>e</sup> semaine. Il ne pesait alors que 268 grammes. Après cinq mois d'hospitalisation, il est sorti en bonne santé de la maternité. Edward Bell est médecin en néonatalogie et professeur de pédiatrie à l'Université de l'Iowa (États-Unis). Interrogé par l'AAP et repris par Le Journal de Québec, il explique : « Je fais ce métier depuis 40 ans, et j'ai vu le seuil de viabilité reculer d'une semaine tous les 10 ans dans mon hôpital ».

### DES PROGRÈS IMPORTANTS

Deux études parues cette semaine dans le *Jama Journal of the American Medical Association* illustrent ce recul. La première, publiée ce mardi 26 mars, s'est penchée sur les chances de survie



des grands-prématurés en Suède. En 2014-2016, 77 % des enfants nés entre 22 et 26 semaines dans le pays ont survécu un an. Ce taux n'était que de 70 % en 2004-2007.

Pour parvenir à ces résultats, la Suède a systématisé la réanimation des nouveau-nés : intubation immédiate, administration de médicaments et transfert rapide vers une unité de soins intensifs

néonataux. Ainsi, 88 % des accouchements prématurés se déroulent dans ces sections spécialisées. Le taux de survie des plus petits, naissant à 22 semaines, a ainsi grimpé de 3,6 à 20 %. Les nouveau-nés à 26 semaines survivent quant à eux huit fois sur dix.

« Auparavant, face à un bébé né à 22 ou 23 semaines, un médecin

pouvait dire qu'il ne valait pas la peine de faire quoi que ce soit », explique toujours à l'AAP Mikael Norman, médecin, professeur de pédiatrie et coauteur de l'étude. Trois avancées ont fait évoluer cette dynamique. L'invention des surfactants artificiels (pour aider les prématurés à mieux respirer), l'injection de stéroïdes à la maman avant l'accouchement

(pour faire mûrir les poumons du bébé) et les progrès des appareils respiratoires.

### LA SURVIE EST POSSIBLE, MAIS LE RISQUE ÉLEVÉ

Ces techniques sont largement disponibles dans les pays développés. La deuxième étude, publiée ce lundi 25 mars, s'est intéressée à la survie des bébés nés entre 22 et 26 semaines à moins de 400 grammes, mais aux États-Unis cette fois-ci. Les chercheurs ont étudié les données de 21 hôpitaux américains entre 2008 et 2016. Au final, 13 % de ces bébés ont survécu. L'un deux pesait seulement 330 grammes.

L'enquête « montre que la survie est possible », assure le coauteur Edward Bell. Seulement à cet âge, le risque de complications est élevé. Trois quarts des enfants étudiés montraient des retards de développement à deux ans. « On ne peut pas dire nettement que ces bébés doivent toujours être réanimés, mais les parents doivent recevoir cette information et avoir leur mot à dire pour décider de la réanimation », poursuit le médecin. Selon les chiffres de l'Inserm, plus de 50 000 bébés naissent avant terme chaque année en France, dont 10 % de grands et 5 % de très grands prématurés.

### 18 % des naissances prématurées liées à la pollution atmosphérique

Les particules fines, vous connaissez ? Ces polluants atmosphériques ont un impact sur notre santé... mais aussi sur le développement des bébés. D'après une nouvelle étude, ils pourraient provoquer des naissances prématurées.

Décidément, les particules fines ne doivent pas être prises à la légère. On savait déjà qu'elles étaient responsables de 48 000 décès en France chaque année et qu'elles tuaient plus que le Sida et le paludisme réunis. Aujourd'hui, grâce à une nouvelle étude de l'Université de York (en Grande-Bretagne), on vient tout juste d'apprendre que les particules fines seraient également responsables de 18 % des naissances prématurées dans le monde.

Petit rappel : on parle de « prématurité » lorsque l'accouchement survient avant 35 semaines de grossesse (ou 37 semaines d'aménorrhée), de « grande prématurité » lorsque le bébé arrive entre 6 et 7 mois de grossesse et de « très grande prématurité » lorsque la naissance intervient avant 6 mois de grossesse.

LA PRÉMATURITÉ, UN DANGER POUR L'ENFANT La prématurité est dangereuse pour l'enfant : les bébés nés « trop tôt » ont davantage de risques de souffrir d'un retard de croissance, d'hyperactivité, de difficultés relationnelles, de diabète de type 2...

Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs britanniques ont travaillé avec des données médicales issues de 183 pays. Ils ont découvert qu'en 2010, 2,7 millions de bébés (soit 18 % du nombre total de naissances dans le monde) sont nés en avance à cause de la pollution atmosphérique.

Un chiffre plus élevé dans les pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie orientale, qui concentrent 75 % des cas. L'Inde, à elle seule, compte 1 million de naissances prématurées liées aux particules fines ; le chiffre atteint 500 000 en Chine.

En Europe, le taux de naissances prématurées est d'environ 5 % (7,4 % en France). En Asie et en Afrique, ce taux est compris entre 15 % et 18 %.

# DÉVELOPPEMENT CÉRÉBRAL

## La prématurité un facteur de risque

Le cerveau des bébés prématurés se développe de manière différente de celui des enfants nés avec un poids de santé à la naissance.

Les bébés qui pèsent moins de 1 500 grammes à la naissance voient le développement de leur cerveau affecté, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *NeuroImage*. Chaque année, un bébé sur dix dans le monde naît prématurément. Lorsque les enfants naissent trop tôt, ils courent un risque plus élevé de handicaps physiques et mentaux.

Les chercheurs de l'Université norvégienne des sciences et de la technologie (NTNU), ont mené une étude pour mieux comprendre les conséquences d'un très faible poids à la naissance sur le développement cognitif.

Pour étudier cette question, les chercheurs se sont appuyés sur un groupe d'individus de très faible poids de naissance né entre 1986 et 1988 à Trondheim, en Norvège. Ces personnes avaient déjà participé à des études lorsqu'elles avaient 1, 5, 14 et 20 ans. Trente-deux personnes âgées de 2 à 24 ans appartenant à ce groupe ont participé à cette nouvelle étude et ont été jumelées à des témoins du même âge dont le poids à la naissance était normal.

Pour la première fois, les chercheurs ont utilisé l'imagerie IRMF (imagerie fonctionnelle) pour voir l'activation dans différentes parties du cerveau lorsque les sujets étaient engagés dans une tâche.

Dans cette étude, les participants ont regardé un écran d'ordinateur et ont vu une série de lettres aléatoires. Leur tâche consistait à appuyer sur un bouton le plus rapidement possible lorsqu'ils voyaient une nouvelle lettre apparaître, sauf lorsque la lettre



était « x ». La réponse la plus fréquente était d'appuyer sur le bouton, car la lettre « x » n'était présentée que 10 % du temps. « Vous avez besoin de deux types de contrôle cognitif pour accomplir cette tâche », a déclaré Alexander Olsen, professeur agrégé à l'Université norvégienne des sciences et de la technologie (NTNU). « Alors cette tâche simple nous a donné beaucoup d'informations ».

Le cerveau travaille constamment à créer un sens à partir du flot d'informations qui nous parvient à chaque minute de notre journée. Les chercheurs ont identifié deux processus différents sur lesquels le cerveau s'appuie pour accomplir cette tâche : une fonction de contrôle cognitif proactif et une fonction réactive.

Le contrôle cognitif proactif consiste à travailler de manière

proactive sur une tâche. Les participants savaient que la plupart du temps ils devaient appuyer sur le bouton, et ils se préparaient mentalement, de manière proactive, à identifier de nouvelles lettres pour répondre le plus rapidement et le plus précisément possible. Mais l'apparition du « x » sur l'écran a exigé une réaction différente. Le système réactif entre en jeu quand quelque chose arrive qui n'est pas prévu. Vous devez adapter votre comportement et réagir à la nouvelle information, pour proposer un nouveau plan.

### LES BÉBÉS PRÉMATURÉS UTILISENT LEUR CERVEAU DE MANIÈRE DIFFÉRENTE

Les résultats de l'étude ont montré que les participants prématurés ont terminé les tâches comme les autres, mais ils ont utilisé différentes fonctions

cognitives pour le faire. « Ce que nous avons trouvé était que le groupe prématuré avait une activation cérébrale moins proactive mais plus réactive par rapport au groupe de contrôle du poids de naissance normal », a déclaré le chercheur. Cette signature d'activation cérébrale hyper-réactive s'accompagnait d'une mauvaise organisation de la substance blanche dans le cerveau et était associée à des troubles de l'intelligence et de l'anxiété. « Leur cerveau réagissait comme s'ils rencontraient quelque chose de nouveau à chaque fois », a-t-il expliqué. « Cela suggère que leur cerveau est hypervigilant en raison d'une organisation sous-optimale du système nerveux central. Ils sont moins préparés et plus surpris à chaque fois, ce qui pourrait créer plus de problèmes d'anxiété ».

## Un test pour détecter une naissance prématurée

Un nouveau test a été mis en place, il permettrait de connaître la date de l'accouchement et le risque de prématurité.

Un test sanguin peu coûteux permettrait de détecter à 80 % si une femme enceinte donnera naissance à un bébé prématuré, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Science*. Les scientifiques ont déclaré qu'il serait efficace pour diminuer le nombre de décès et de complications dus aux 15 millions de naissances prématurées par an dans le monde entier. La naissance prématurée touche 9 % des naissances aux États-Unis

et est la première cause de mortalité avant l'âge de cinq ans chez les enfants du monde entier.

Des chercheurs américains et danois ont mis en place un test capable d'annoncer à 80 % si une femme enceinte donnera naissance à un bébé prématuré. Ce dispositif analyse l'activité des gènes maternels, placentaires et fœtaux, évaluant les niveaux d'ARN sans cellules, (des molécules messagères qui véhiculent les instructions génétiques du corps). Le test permettra aussi d'estimer la date d'accouchement de manière aussi fiable et moins coûteuse que l'échogra-

phie. « Nous avons constaté qu'une poignée de gènes sont très prédictifs concernant des femmes à risque pour un accouchement prématuré », a déclaré Mads Melbye, co-auteur principal, professeur invité à l'Université de Stanford et PDG du Statens Serum Institut à Copenhague.

« J'ai passé beaucoup de temps au fil des ans à travailler pour comprendre l'accouchement prématuré. C'est le premier progrès scientifique réel et significatif sur ce problème depuis longtemps », a-t-il estimé. Si les résultats de cette étude



son encourageants, d'autres recherches sont nécessaires avant d'utiliser à grande échelle.

# Canicule : plus de risque d'accoucher prématurément

D'après une étude américaine, les températures extrêmes rencontrées pendant la grossesse pourraient provoquer des accouchements prématurés. En période de canicule, il y aurait entre 6 et 21 % de naissances prématurées en plus.

En France, les experts estiment que, chaque année, 60 000 bébés sont pressés de voir le jour, soit 8 % des naissances environ. Or, on le sait : la prématurité est mauvaise pour la santé de bébé. D'après différentes études, les nouveau-nés arrivés en avance auraient plus de risques que les autres de souffrir d'autisme, d'hyperactivité, de difficultés scolaires.

D'après une autre étude menée par les Instituts américains de la Santé (NIH), les futures mamans exposées à des températures extrêmes au cours de leur grossesse (ce que soit un froid intense ou une chaleur suffoquante comme celle que nous connaissons actuellement) auraient plus de risques d'accoucher prématurément, c'est-à-dire avant la 35<sup>e</sup> semaine de grossesse ou la 37<sup>e</sup> semaine d'aménorrhée.

### CANICULE OU TEMPÉRATURES POLAIRES ?

Pour arriver à cette conclusion, les scientifiques ont étudié les 223 375 dossiers médicaux de femmes enceintes suivies dans 12 maternités américaines, et les ont comparés avec les relevés météorologiques au cours de leur grossesse. Ils ont aussi pris en compte la durée d'exposition aux températures extrêmes et d'autres facteurs, comme la consommation d'alcool et de tabac.

Verdict ? Lorsque la femme enceinte avait été exposée à une période de canicule ou de fortes chaleurs au cours de sa grossesse, elle avait entre 6 % et 21 % de risques supplémentaires d'accoucher prématurément. À l'inverse, lorsque la femme enceinte rencontrait des températures très froides durant les 7 premières semaines de grossesse, le risque de prématurité était de 20 %. « Nos travaux indiquent qu'il faut être très prudent lorsque l'on minimise les effets des températures extrêmes au cours de la grossesse », commente Pauline Mendola, épidémiologiste au NIH et responsable de ces travaux, publiés dans la revue spécialisée *Environmental Health Perspectives*. Une problématique qui risque bien de prendre de l'ampleur avec le réchauffement climatique.



## SAHARA OCCIDENTAL

### Une tragédie silencieuse sous les mines, urgence humanitaire et défi international

À l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines, la situation dramatique du Sahara occidental revient au cœur des préoccupations internationales.



Par **Abed Meghit**

Ce territoire, marqué par des décennies de conflit, demeure l'un des espaces les plus contaminés au monde par les mines antipersonnel et les engins explosifs non explosés, constituant une menace permanente pour les populations civiles.

Dans un contexte de tensions persistantes avec le Maroc, la région continue de payer un lourd tribut humain.

Les données relayées par l'association sahraouie pour l'action contre les mines font état de millions de mines disséminées le long du mur de sable, une infrastructure militaire érigée dans les années 1980, séparant les territoires contrôlés.

Ce dispositif fait du Sahara occidental l'une des zones les plus dangereuses au monde, derrière des pays comme le Laos ou l'Afghanistan.

Depuis la reprise des hostilités en novembre 2020, la situation s'est aggravée, avec une recrudescence des incidents liés aux mines et aux frappes de

drones. Les pertes humaines, souvent des civils, rappellent la brutalité d'un conflit dont les conséquences continuent de se faire sentir bien au-delà des champs de bataille.

Au cœur de cette tragédie, des initiatives locales émergent pour tenter de contenir ce fléau.

Des volontaires, à l'image de jeunes engagés issus des camps de réfugiés sahraouis près de Tindouf, participent activement aux opérations de déminage.

Leur engagement, souvent motivé par des drames personnels, illustre la résilience d'un peuple confronté à une menace permanente.

Le déminage demeure une tâche complexe et dangereuse, nécessitant des compétences techniques pointues et des équipements spécialisés.

Malgré les risques, ces acteurs de terrain poursuivent leur mission avec détermination, contribuant à sauver des vies et à sécuriser des zones vitales pour les populations.

Face à cette situation, la mobilisation de la communauté internationale apparaît plus que

jamais indispensable. Les appels se multiplient en direction des organisations internationales, notamment Nations unies et Union africaine, afin de renforcer les efforts de déminage, d'apporter un soutien aux victimes et de garantir le respect des conventions internationales relatives à l'interdiction des mines.

Au-delà de l'urgence humanitaire, la question des mines au Sahara occidental soulève des enjeux politiques et juridiques majeurs.

Elle interpelle la responsabilité des acteurs impliqués et met en lumière la nécessité d'une solution durable à ce conflit, dans le respect du droit international et des droits des peuples.

Ainsi, la Journée internationale de sensibilisation aux mines ne se limite pas à une commémoration symbolique.

Elle constitue un appel pressant à l'action, pour mettre fin à une tragédie silencieuse qui continue de faucher des vies et d'entraver le développement de toute une région.

## CAMEROUN

### Le Parlement vote la création du poste de vice-président

Le Parlement camerounais a adopté, lors d'une séance conjointe des deux chambres, un amendement à la Constitution du pays prévoyant la création du poste de vice-président de la République, a rapporté dimanche un média local.

200 députés et sénateurs ont voté pour l'amendement consti-

tutionnel, 18 ont voté contre, tandis que 4 se sont abstenus, a indiqué Actu Cameroun.

Le projet de loi est envoyé à la signature du président de la République, Paul Biya.

L'initiateur de l'amendement était le chef de l'Etat.

Le média note qu'avec l'adoption de cette loi, le Cameroun

passera à un système présidentiel avec deux figures clés: un chef d'Etat élu et un vice-président nommé.

Si le poste de président devient vacant, le vice-président le remplacera sans qu'il soit nécessaire d'organiser des élections.

La Constitution actuelle confère ce pouvoir au président du

Sénat. Paul Biya devrait signer très prochainement le projet de loi adopté par le Parlement et nommer un vice-président.

En octobre dernier, des élections présidentielles ont eu lieu au Cameroun, remportées par Paul Biya, âgé de 92 ans.

Il a été réélu pour un huitième mandat.

### Trois morts dans une attaque de Boko Haram dans l'Extrême-Nord

Au moins trois personnes ont été tuées samedi soir dans une attaque attribuée au groupe terroriste Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, selon des sources sécuritaires locales.

L'attaque s'est produite autour de 22h30 dans la localité d'Assigashia, située dans l'arrondissement de Mayo-Mos-

kota du département du Mayo-Tsanaga, lorsque des assaillants armés ont pris pour cible cette localité frontalière, ont indiqué des sources locales.

Le bilan provisoire fait état de deux gendarmes appartenant à la brigade de gendarmerie locale tués lors de l'assaut.

Un civil a également trouvé la mort, brûlé vif dans l'incendie

provoqué par les terroristes, qui ont mis le feu à plusieurs habitations. La région de l'Extrême-Nord du Cameroun reste régulièrement la cible d'incurSIONS de Boko Haram, malgré les opérations militaires menées par l'armée camerounaise et ses partenaires de la Force multinationale mixte (FMM) dans le bassin du lac Tchad.

## RD CONGO

### Environ 360 zones contaminées par des mines antipersonnel recensées en RDC (ONU)



Le service de lutte anti-mines de l'ONU (UNMAS) a affirmé avoir recensé 357 zones contaminées par les mines antipersonnel à travers la République démocratique du Congo (RDC).

"Les mines antipersonnel et les restes explosifs de guerre continuent de représenter une grave menace pour les populations civiles en Ituri en RD Congo.

Ces engins affectent la sécurité, limitent l'accès aux terres agricoles et aux infrastructures, et freinent le retour des personnes déplacées", a indiqué l'UNMAS, à l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation à la lutte antimines célébrée le 4 avril de chaque année.

"La situation des mines antipersonnel et des restes explosifs de guerre demeure préoccupante en RDC.

Au total, 357 zones contaminées ont été identifiées, principalement dans l'Est du pays, en raison de l'activisme des groupes armés affrontant les forces armées congolaises (FARDC)".

Et de souligner qu'en Ituri, la découverte d'engins explosifs est devenue fréquente, notamment dans les territoires de Djugu et d'Irumu.

Selon des sources sécuritaires, environ 25 engins ont déjà été neutralisés depuis le début de l'année 2026.

D'autres engins restent toutefois présents dans des zones difficiles d'accès en raison des opérations militaires en cours, notamment à Jiba, Fataki et Bule.

Leur destruction est attendue par les équipes du Service de lutte anti-mines des Nations unies et leurs partenaires, a ajouté l'UNMAS.

Selon UNMAS, ces engins continuent de menacer la sécurité des populations, d'entraver l'accès aux terres agricoles et aux infrastructures, et de ralentir le retour des déplacés.

Face à cette situation, les Nations unies intensifient les actions de sensibilisation pour alerter les communautés aux dangers liés à ces explosifs.

Elles insistent également sur l'importance de la prévention, de la réduction des risques et du renforcement de la prise en charge nationale.

"Investir dans la lutte antimines, c'est protéger les civils, favoriser la reconstruction et contribuer à une paix durable", conclut l'UNMAS.

## NIGERIA

### Cinq morts dans des attaques terroristes

Des terroristes ont attaqué samedi un poste de police dans le nord-est du Nigeria, faisant quatre morts, et ont pris pour cible un camp de déplacés, tuant une cinquième personne, a annoncé la police.

Selon la police, "des terroristes soupçonnés d'appartenir à Boko Haram ont attaqué le quartier général de la police divisionnaire de Nnganzai dans le but de prendre le contrôle de la ville", située à moins de 100 kilomètres au nord de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno.

L'attaque s'est produite à 01h00 (00h00 GMT).

Les policiers "ont confronté les assaillants dans un violent échange de tirs", a déclaré le porte-parole de la police dans un communiqué, mais "quatre membres des forces de police" ont été tués.

Un autre groupe de terroristes a pris pour cible un poste de sécurité à l'entrée d'un camp accueillant des personnes déplacées à Damasak, près de la frontière avec le Niger.

Ils ont tué un membre des volontaires de sécurité locaux et incendié une vingtaine de maisons au toit de chaume, selon la police.

Lors de ces deux attaques, la police et les volontaires civils ont "réagi rapidement et repoussé les assaillants", a déclaré la police dans un communiqué.

APS

## NATIONS UNIS Guterres appelle à intensifier la lutte contre les mines antipersonnel

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a souligné la nécessité d'intensifier la lutte contre les mines antipersonnel, rappelant que ces armes font chaque année "des milliers de morts".

Dans un message publié samedi à l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, célébrée le 4 avril de chaque année, M. Guterres a affirmé que "les mines terrestres, les restes explosifs de guerre et les engins explosifs improvisés font des ravages parmi les civils, en particulier les enfants".

"Ces armes font

chaque année des milliers de morts et encore plus de blessés, souvent bien longtemps après la fin du conflit", a-t-il dit, ajoutant que la lutte antimines "joue un rôle essentiel dans les pays quand la paix est fragile, quand une aide humanitaire est déployée en urgence ou quand le développement peine à se concrétiser".

Et de poursuivre: "J'invite instamment tous les Etats Membres à adopter et à signer les

instruments pris à cette fin notamment la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, et j'exhorte ceux qui s'en sont retirés à y adhérer de nouveau".

"Echouer à préserver ces instruments essentiels reviendrait à affaiblir la protection des civils et à faire grossir le nombre d'innocents et d'innocents en danger, qui atteint déjà 100 millions", a-t-il encore dit. "Nous devons élimi-

ner la menace que représentent ces armes, afin que tous les peuples, dans le monde entier, puissent vivre en sécurité et garder espoir", a conclu M. Guterres dans son message.

La Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines est célébrée cette année sous le thème: "Investir dans la paix, investir dans la lutte antimines".

## L'ONU alerte sur une crise humanitaire critique dans l'ombre des tensions régionales

Depuis New York, Nations unies tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme face à la dégradation alarmante de la situation humanitaire dans la bande de Gaza.

Par la voix de sa porte-parole, Olga Cherevko, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a mis en garde contre une crise qualifiée d'« extrêmement grave », dont l'ampleur risque d'être reléguée au second plan en raison des tensions croissantes au Moyen-Orient.

Sur le terrain, la réalité demeure implacable.

Les bombardements se poursuivent quotidiennement, plongeant la population civile dans une insécurité permanente.

Parallèlement, l'acheminement de l'aide humanitaire reste entravé, limitant l'accès à des ressources essentielles telles que la nourriture, les médicaments et les équipements médicaux.

Une situation qui aggrave encore davantage les souffrances d'une population déjà éprouvée par des mois de conflit.

Avec près de 2,4 millions d'habitants, dont environ 1,5 million de personnes déplacées, la bande de Gaza fait face à

une crise d'une intensité sans précédent.

Les conditions de vie y sont décrites comme catastrophiques, marquées par la promiscuité, le manque d'infrastructures et une précarité extrême.

Des milliers de familles survivent dans des abris de fortune ou au milieu des décombres, dans un environnement où la peur est devenue omniprésente.

L'accès humanitaire constitue l'un des principaux défis.

Plus de la moitié du territoire reste difficilement accessible, ce qui complique considérablement les opérations de secours.

Les restrictions imposées aux organisations humanitaires, notamment en matière de circulation et d'entrée du personnel international, limitent la portée des interventions et freinent la distribution de l'aide.

Le système de santé, quant à lui, est au bord de l'effondrement.

Seuls 42 % des établissements sont encore opérationnels, et la plupart fonctionnent de manière partielle, faute de matériel et de ressources.

Les hôpitaux, déjà fragilisés, peinent à faire face à l'afflux de

blessés et à la pénurie de médicaments, mettant en péril la prise en charge des patients.

Dans ce contexte, Olga Cherevko a insisté sur les conséquences potentiellement dévastatrices de toute nouvelle perturbation des opérations humanitaires.

Elle a appelé la communauté internationale à maintenir son attention sur Gaza et à intensifier ses efforts pour répondre aux besoins urgents de la population.

Au-delà des chiffres, cette crise révèle une réalité humaine profondément marquée par la souffrance, la résilience et l'espoir fragile d'un retour à la normalité.

Elle souligne également l'urgence d'une mobilisation internationale plus forte, capable de garantir un accès humanitaire sans entrave et de protéger les civils pris au piège du conflit.

Ainsi, alors que les regards se tournent vers d'autres foyers de tension, la situation à Gaza rappelle que certaines crises, bien que moins visibles, n'en demeurent pas moins dramatiques. Une réalité qui appelle à une vigilance constante et à une solidarité internationale renouvelée.

Abed M.

## ESCALADE AU MOYEN-ORIENT Les efforts régionaux et internationaux se poursuivent pour contenir la crise

L'escalade militaire dans le Golfe et le Moyen-Orient s'intensifiait samedi, au moment où les efforts régionaux et internationaux se poursuivent en vue de contenir la crise à travers l'ouverture de canaux de dialogue et de parvenir à mettre fin aux répercussions humanitaires et économiques du conflit.

La région du Golfe et du Moyen-Orient fait face à une situation humanitaire difficile, des millions de personnes souffrant de manque de nourriture et de médicaments, en plus des déplacements de population et de la destruction des infrastructures.

Malgré les efforts humanitaires, la crise continue de s'aggraver, accentuant la souffrance des civils et rendant plus urgente la nécessité de solutions rapides.

Dans ce contexte, l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani et la présidente du Conseil des ministres de la République italienne, Giorgia Meloni, ont appelé à une désescalade et à privilégier le dialogue politique et la voie diplomatique comme moyens pour contenir la crise actuelle au Moyen-Orient et ses répercussions sur l'énergie et les chaînes d'approvisionnement, ainsi que pour préserver la sécurité énergétique dans la région.

De leur côté, le président russe, Vladimir Poutine, et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, ont souligné lors d'un entretien téléphonique vendredi, que l'escalade actuelle a de graves conséquences aux niveaux régional et mondial, notamment dans les domaines de l'énergie, du commerce et des services logistiques.

Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi a, pour sa part, appelé à œuvrer à "faire baisser les tensions actuelles" dans la région, soulignant "l'importance d'épargner aux peuples davantage d'instabilité".

Il a notamment évoqué les répercussions du conflit sur la sécurité et la stabilité de la région, ainsi que de leurs impacts économiques et commerciaux, appelant à "conjuguer les efforts régionaux et internationaux pour mettre fin à la guerre".

Le ministre ouzbek des Affaires étrangères, Bakhtiyor Saidov et son homologue pakistanais, Mohammad Ishaq Dar, ont également insisté sur la nécessité de résoudre la crise au Moyen-Orient par le dialogue et les efforts diplomatiques.

Par ailleurs, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a indiqué dans une publication sur les réseaux sociaux qu'un soutien urgent est nécessaire pour les systèmes de santé des pays touchés par le conflit au Moyen-Orient.

Il a précisé que les systèmes de santé dans les pays touchés "sont soumis à une forte pression" après des semaines de recrudescence de la violence, relevant que l'OMS a lancé un appel d'urgence de 30,3 millions de dollars pour soutenir sa réponse sanitaire face à l'escalade du conflit dans la région.

L'appel, qui couvre la période de mars à août 2026, vise à garantir la continuité des services de santé essentiels, à prendre en charge les blessés traumatiques, à renforcer les systèmes de surveillance des maladies et d'alerte précoce, à améliorer la gestion des afflux massifs de blessés, ainsi qu'à renforcer la préparation nationale face aux urgences chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

Selon l'ONU, les hostilités en cours au Moyen-Orient ont provoqué le déplacement de plus de 4 millions de personnes, et ont fait des milliers de morts et de blessés.

## MALDIVES - RÉFÉRENDUM Les électeurs rejettent la fusion des scrutins législatif et présidentiel

Les électeurs de l'archipel des Maldives ont rejeté samedi par référendum un projet de fusion des scrutins présidentiel et législatifs destiné à faire des économies, a annoncé dimanche la commission électorale.

Le texte proposé par le président Mohamed Muizzu a été rejeté par les deux tiers des quelque 294.000 électeurs inscrits qui se sont exprimés, soit 68,7% d'entre eux, selon les résultats diffusés par la Commission.

Dans les élections locales disputées le même jour, le parti du chef de l'Etat, le Congrès national du peuple (PNC) a cédé deux principales assemblées parlementaires de l'archipel, celles de la capitale Malé et de la région de Addu (sud), à son principal rival, le Parti démocratique des Maldives (MDP), selon la Commission.

"J'accepte respectueusement les résultats des élections de samedi", a déclaré le président Muizzu sur les réseaux sociaux. Par mesure d'économie, il souhaitait raccourcir le mandat de l'actuel parlement de cinq mois et aligner la date du prochain scrutin législatif sur celle de la présidentielle, prévue en septembre 2028.

APS

## NOUVELLE FRAPPE SIONISTE SUR LE SUD DE BEYROUTH Au moins quatre martyrs et 39 blessés

Au moins quatre personnes sont tombées en martyres et 39 ont été blessées dans une nouvelle frappe de l'armée sioniste qui a visé dimanche le sud de Beyrouth, à quelque 100 mètres d'un hôpital, a annoncé le ministre libanais de la Santé dans un premier bilan.

La frappe s'est produite près de l'hôpital Rafic Hariri, le plus grand établissement médical public du

Liban, dans le quartier de Jnah. Selon des médias, une vingtaine de personnes, certaines en pleurs, était rassemblée devant l'entrée de l'hôpital, alors que des ambulances, sirènes hurlantes, passaient dans ce quartier proche de la banlieue sud de la capitale libanaise.

Quelques heures auparavant, une frappe de l'armée sioniste sur Kfar Hatta, localité située dans le sud du

Liban, a fait sept martyrs, dont six membres d'une même famille.

Depuis le 2 mars, jour où l'entité sioniste a lancé une campagne massive de bombardements sur le Liban, au moins 1.422 personnes sont tombées en martyrs et 4.294 autres ont été blessées, selon le ministère libanais de la Santé.

En dépit de l'accord de cessez-le-feu en vigueur depuis fin novembre 2024, l'armée

sioniste poursuit ses agressions contre le Liban, faisant des centaines de martyrs et de blessés.

Le cessez-le-feu stipulait que les forces sionistes devaient retirer leurs forces du Sud-Liban.

Or, l'armée sioniste maintient cinq avant-postes sur le territoire libanais, une mesure critiquée par les autorités libanaises qui exigent la fin de ce déploiement.

## "INSIDE GAZA" TRIOMPHE AU FIGRA Le regard bouleversant du journalisme au cœur de la guerre

Le documentaire Inside Gaza s'est imposé comme l'œuvre majeure de la 33<sup>e</sup> édition du Festival international du grand reportage d'actualité, en décrochant le prestigieux Grand Prix ainsi que le Prix du public.



Par Abed Meghrit

Une double consécration qui témoigne de la force narrative et de l'impact émotionnel de ce film réalisé par Hélène Lam Trong. Coproduit par Arte France, RTBF et Factory, ce documentaire plonge au cœur du quotidien des journalistes de l'Agence France-Presse opérant dans la bande de Gaza, dans un contexte marqué par une guerre d'une intensité sans précédent depuis le 7 octobre 2023.

À travers le suivi de plusieurs correspondants et collaborateurs locaux, le film offre une immersion rare dans un univers où l'information se construit au péril de la vie.

Les conditions de travail extrêmes, les contraintes sécuritaires et l'isolement médiatique de la région confèrent à ce témoignage une dimension à la fois humaine et universelle.

D'une durée de 76 minutes, « In-

side Gaza » met en lumière la résilience de ces professionnels de l'information, confrontés quotidiennement à la violence, à la destruction et à l'urgence humanitaire.

Le film ne se contente pas de documenter les événements : il donne à voir et à ressentir la réalité vécue par ceux qui, malgré les dangers, continuent de témoigner.

Le succès de cette œuvre s'inscrit dans une édition particulièrement riche du festival, qui a réuni 57 productions en compétition officielle.

Parmi les autres distinctions, le Prix spécial du jury a été attribué à Fragments de guerre de Solène Chalvon-Fioriti, tandis que d'autres œuvres engagées ont été récompensées dans différentes catégories, notamment celles consacrées aux droits humains.

Le documentaire Politzek, les voix qui défient le Kremlin de Manon Loizeau et Ekaterina Ma-

monova a notamment été salué pour son éclairage sur les prisonniers politiques en Russie.

De même, « Histoire de vie » de Florence Aylo a remporté le Grand Prix dans la catégorie des formats courts.

Dans un contexte international marqué par des crises multiples, le FIGRA confirme son rôle de plateforme incontournable pour le journalisme d'investigation et le documentaire engagé.

En récompensant « Inside Gaza », le festival met en lumière l'importance du regard journalistique dans la compréhension des conflits contemporains.

Au-delà des distinctions, ce film rappelle la nécessité de préserver la liberté de la presse et de soutenir ceux qui, sur le terrain, risquent leur vie pour informer le monde.

Une œuvre poignante qui s'impose comme un témoignage essentiel de notre époque et une ode au courage des journalistes.

## CINÉMA

### Le film "Hadda" en hommage aux infirmières de la Guerre de libération, projeté en avant-première à Alger

Le long métrage de fiction "Hadda", du réalisateur Ahmed Riad, mettant en lumière le sacrifice et le combat des infirmières durant la Guerre de libération nationale, a été projeté samedi soir à Alger en avant-première nationale devant un public nombreux.

Accueilli à la salle Ibn Zeydoun, ce long métrage de 76 mn produit par "Tayda Films" avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, rend hommage au combat des femmes infirmières-héroïnes, opérant souvent dans l'ombre durant la guerre de libération (1954-1962).

Servi par une pléiade de comédiens à l'image de Hamid Mesbah, Louisa Nehar et Hamza Hamoudi, le film met en scène l'histoire de Hadda, personnage principal rendu par Lydia Larini, selon un scénario écrit par Hayat Younsi et inspiré de "Six ans au maquis" (1956-1962), un récit-témoignage de Yamina Cherrad Bennaceur, survivante de la première promotion d'infirmières ayant rejoint le maquis.

Tourné principalement à Constantine et Skikda, le film se déroule au cœur des montagnes où Hadda a choisi d'élire domicile dans une cabane abandonnée qu'elle a transformée en refuge pour y soigner les moudjahidines blessés.

En plus des soins prodigués, elle donne également des cours de secourisme aux jeunes femmes, et assure la liaison entre les villages et les fronts de combat.

Doublement engagées pour la cause nationale et le devoir humanitaire, ces infirmières menaient leur combat dans les règles de la discrétion, indispensables à la réussite de leur mission humanitaire et garantissant la sécurité des soignées et des blessées.

Le réalisateur a indiqué que le film "Hadda", son premier long métrage fiction, mise sur une "approche artistique divertissante" qui relate par le cinéma des faits marquants de l'histoire de l'Algérie à travers une fiction historique, brillamment servie par des acteurs talentueux.

Primé au 12<sup>e</sup> Festival international du film d'Alger (AIFF, 4-10 décembre 2025), "Hadda", salué par le public, sortira en salles en Algérie à partir du 10 avril prochain, selon le réalisateur.

À l'issue de la projection, la cheffe de cabinet du ministère de la Culture et des Arts, Mme Ayaichia Nacira, représentant la ministre de la Culture et des Arts, a rendu hommage à la moudjahida Yamina Cherrad Bennaceur, 90 ans, présente à l'avant-première de ce film qui retrace son parcours d'infirmière durant le combat libérateur.

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES ARTS L'Algérie dépose le dossier de la "Blousa" et d'autres éléments patrimoniaux auprès de l'UNESCO

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé, mardi, la cérémonie officielle de dépôt des dossiers de candidature de plusieurs éléments riches du patrimoine culturel immatériel de l'Algérie en vue de leur inscription sur les listes du patrimoine mondial de l'UNESCO, en tête desquels la "Blousa", indique, mercredi, un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

À ce titre, Mme Bendouda a présidé, lors d'une festivité organisée au siège du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologique et historiques (CNRPAH) à Alger, la cérémonie de dépôt officiel des dossiers de candidature de plusieurs éléments du patrimoine algérien, à leur tête figure le dossier de la "Blousa", intitulé : "L'art de la Blousa et son ornementation dans le grand ouest algérien", précise la même source.

La candidature de la "Blousa" s'inscrit comme "une célébration d'un patrimoine esthétique alliant mémoire et génie des femmes de l'ouest algérien" et "met en valeur un savoir-faire artisanal



exceptionnel ainsi que des traditions sociales profondes ayant fait de la Blousa un symbole d'élégance algérienne et une expression d'un enracinement culturel défiant le temps", souligne le communi-

catif. Dans le cadre d'une "stratégie nationale globale visant à sauvegarder le patrimoine immatériel de l'Algérie et à renforcer sa présence internationale", le ministère a également déposé d'autres dossiers reflétant la richesse et la diversité de la culture algérienne, parmi les-

quels les chants des Meddahates" sous le titre : "Chants des Meddahates : fidélité au corpus oral féminin ayant préservé la ferveur spirituelle et l'éloge du Prophète à travers les siècles". Le ministère a, en outre, soumis un dossier intitulé : "Jeux de réflexion traditionnelle sur plateau (Al-Kharbga/Al-Sidja, Al-Dama et Al-Mancala) : compétences et pratiques sociales", un dossier commun piloté par l'Algérie avec 13 pays arabes, "affirmant la profondeur des liens humains et du patrimoine de valeurs partagés".

L'Algérie a également contribué à d'autres dossiers arabes communs, notamment ceux relatifs aux savoirs, compétences et pratiques liés à la poterie artisanale et aux systèmes d'irrigation traditionnels.

"Cet accomplissement culturel traduit l'engagement de l'Etat à préserver l'identité nationale et à promouvoir notre patrimoine à l'international, afin qu'il demeure une fierté pour les générations et un héritage humain protégé par la force de l'histoire et le rayonnement international", conclut le communiqué.

APS

# 77<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ATTAQUE DU BUREAU DE POSTE D'ORAN Une étape marquante dans la préparation de la lutte armée

La ville d'Oran commémore, aujourd'hui dimanche, le 77e anniversaire de l'attaque du bureau de poste, menée par l'Organisation spéciale (OS), le 5 avril 1949, qui constitue une étape historique importante dans le processus de préparation de la lutte armée contre le colonialisme français.

L'attaque de la Grande poste, située au centre-ville d'Oran, fut l'une des opérations les plus marquantes, minutieusement planifiée par l'Organisation spéciale et exécutée avec succès. Elle a ainsi représenté un tournant décisif ayant permis d'assurer le financement en vue de la Guerre de libération.

L'opération, supervisée notamment par Ahmed Ben Bella et Hocine Aït Ahmed, et à laquelle ont participé Hamou Boutlelis, Souidani Boudjemâa, El-Hadj Benalla, Bennaoum Benzerga, les frères Lounis, Omar Khattab, Belhadj Bouchaïb et d'autres militants, avec la contribution de l'employé de la poste Si Djelloul Nemiche, dit "Si Bakhti", a permis de financer les activités de l'Organisation spéciale et d'acquérir des armes utilisées, plus tard, lors du déclenchement de la Révolution.

Après le succès de l'attaque, Hamou Boutlelis envoya son épouse et sa fille avec Souidani Boudjemâa pour transporter les fonds récupérés du quartier Gambetta (actuellement Es-Seddikia) vers son domicile familial situé rue Mascara à Oran.

La direction de l'Organisation spéciale dépêcha également le militant Mohamed Khider à Oran. Bénéficiant de l'immunité parlementaire, il reçut les fonds et se chargea de les transférer à Alger, puis en Libye, où ils servirent à l'achat d'environ 350 pièces d'armes en préparation du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre.

A ce propos, le professeur d'histoire Mohamed Belhadj de l'Université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella a souligné à l'APS, l'importance de cette opération, affirmant qu'elle "reflétait l'unité des Algériens, comme toutes les opérations menées durant la Révolution, avec la participation de militants issus de différentes régions du pays". Il a ajouté que l'attaque du bureau de poste constituait "une opération qualitative dans le processus de préparation de la lutte armée".

M. Belhadj a également précisé que l'opération "a



réussi grâce aux informations précises fournies par Bakhti Nemiche, employé de la poste, et à la planification rigoureuse d'Ahmed Ben Bella et Hocine Aït Ahmed". Elle a permis de récupérer la somme de 3,178 millions de francs français, utilisée pour l'achat d'armes et de munitions, contribuant ainsi au déclenchement de la Révolution dans la région des Aurès.

Il a indiqué que "grâce à ces fonds, plus de 350 armes et des munitions ont été achetées en Libye puis transportées vers la région de M'chounech, entre Biskra et Batna, où elles furent dissimulées dans des silos et sorties tous les six mois pour entretien, jusqu'au déclenchement de la Révolution", citant le témoignage de

l'ancien président et moudjahid défunt Ahmed Ben Bella, l'un des organisateurs de l'opération.

Le professeur Belhadj a également évoqué la préparation, la planification et l'exécution de l'opération, ainsi que les lieux ayant servi à son organisation, notamment une maison située dans le quartier Es-Seddikia utilisée pendant trois mois pour les préparatifs, ainsi que le domicile du militant Zaoui Abdelkader dans le quartier Es- Sanaouer (ex-les Planteurs) à Oran, utilisé pour héberger les militants et des auteurs de l'opération, en plus de la maison de Hamou Boutlelis située rue Mascara.

APS

## PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
Wilaya de Bordj Bou Arreridj  
Daira: d'El-Hammadia  
Commune: d'El-Rabta  
NIF: 098434339001032

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 02/2026

En application la loi n°23-12 du 18 Muharram 1445 correspondant au 5 août 2023, précise les règles générales liées aux marchés publics, compte tenu de l'application des dispositions du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 notamment l'article 65 il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert d'offres avec exigence de capacités minimales N° 02/2026 paru sur les quotidiens nationaux "DK NEWS" en français du 26/02/2026 et sport "الصحافة" en arabe du 26/02/2026 relatif à l'opération :

**Lot 01:** Réalisation de la route reliant entre thenia-triouyatte une distance de 1 km (Cheouatria) 1<sup>re</sup> tranche.  
**Lot 02:** Réalisation de la route botaa-ouled aïssa une distance de 1.2 km 1<sup>re</sup> tranche.  
**Lot 03:** Entretien de la route communale relié entre rabta centre-bourgane- chardi à une distance de 1.2 km 1<sup>re</sup> tranche.  
**Lot 04:** Réalisation de la route sebiaate -chardi une distance de 1.2 km 1<sup>re</sup> tranche.  
**Lot 05:** Aménagement des routes collège 2em Tranche commune rabta.

Que le marché y afferant a été attribué provisoirement, après évaluation des offres:

Opération	Nom de l'entreprise	Délai	Note technique	Montant en TTC DA	Critère de sélection
<b>Lot 01:</b> Réalisation de la route reliant entre thenia-triouyatte une distance de 1 km (Cheouatria) 1 <sup>re</sup> tranche.	Entreprise des Grands Travaux Publics et Hydraulique Gérant BAABOUCHE YOUSSEF NIF:17434110073513000000	03 Mois	67	11.538.121.00	Moins disant
<b>Lot 02:</b> Réalisation de la route botaa-ouled aïssa une distance de 1.2 km 1 <sup>re</sup> tranche.	Entreprise des Travaux Publics et Hydraulique Gérant SAADAOU BELKACEM NIF: 178341100150104	03 Mois	64	15.581.265.00	Moins disant
<b>Lot 03:</b> Entretien de la route communale relié entre rabta centre-bourgane- chardi à une distance de 1.2 km 1 <sup>re</sup> tranche.	Entreprise des Travaux Publics et Hydraulique Gérant SAADAOU BELKACEM NIF: 178341100150104	03 Mois	53	15.531.285.00	Moins disant
<b>Lot 04:</b> Réalisation de la route sebiaate -chardi une distance de 1.2 km 1 <sup>re</sup> tranche.	SNC CHAIB CHERIF ET ASSOCIES TRAVAUX PUBLICS - BATIMENT ET HYDRAULIQUE Gérant BAHMED TAYEB NIF: 000234046292224	03 Mois	55	15.679.440.00	Moins disant
<b>Lot 05:</b> Aménagement des routes collège 2em Tranche commune rabta.	SNC CHAIB CHERIF ET ASSOCIES TRAVAUX PUBLICS - BATIMENT ET HYDRAULIQUE Gérant BAHMED TAYEB NIF: 000234046292224	03 Mois	50.5	15.461.432.00	Moins disant

Les soumissionnaires intéressées, peuvent se rapprocher du service concerné pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres dans un délai de 03 jours à compter de la parution de cet avis d'attribution.

Tout soumissionnaire constatant ce choix peut introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la date de publication de cet avis dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux auprès de l'autorité compétente "comité des marchés de la commune EL-RABTA"; Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

DK NEWS Anep : 2616011843 du 06/04/2026

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE BORDJ BOU ARRERIDJ  
DAIRA DE DJAAFRA  
COMMUNE DE DJAAFRA  
N° fiscal: 4170200003407401014  
N° fiscal: 4170200003407401014

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Vu l'article 65 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'APC de DJAAFRA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°02/2026 Publié dans les quotidiens nationaux العربيه الجزائرية en arabe et DK NEWS en français date du 09/03/2026 et deux journaux électroniques et le BOMOP Semaine de 15 au 21 Mars 2026 du concernant L'Opération suivante: Aménagement urbain et réalisation de l'éclairage public à travers les villages de la commune

- Lot n°01: Aménagement urbain à travers les villages de la commune (Aourir - Chekhou - Bouyouzat - Chouf Er-Ranib - Lazib - Ouled Abdellah).
- Lot n°02: Réalisation de l'éclairage public à travers les villages de la commune (Djaafra - Thighilt Theghamaï - 60 logements - Lazib

N°	Intitulé	Soumissionnaires	NIF	Montant proposé Ouvert TTC (DA)	Montant proposé Corrigé en TTC (DA)	Taux de remise	Montant proposé Corrigé TTC après la remise	Note technique	Délai	Observation
01	Aménagement urbain et réalisation de l'éclairage public à travers les villages de la commune (Aourir - Chekhou - Bouyouzat - Chouf Er-Ranib - Lazib - Ouled Abdellah).	Entreprise des travaux et construction dans toutes Ces étapes 'Hammaoui salah'	083449008039	10.834.040.00	10.834.040.00	%9	9.221.976.40	65 Points	50 Jours	Moins disant et Qualifier techniquement
02	Aménagement urbain et réalisation de l'éclairage public à travers les villages de la commune (Djaafra - Thighilt Theghamaï - 60 logements - Lazib)	Entreprise des travaux et construction dans toutes Ces étapes 'yahiaoui el yazid'	0834490000100000	6.950.290.20	6.950.290.20	//	6.950.290.20	79 Points	50 Jours	Moins disant et Qualifier techniquement

Conformément à l'article 66 de la loi n°23-12 du 18 Muharram 1445 correspondant au 5 août 2023, qui précise les règles générales liées aux marchés publics et Conformément à l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service public Les soumissionnaires a le droit de contester le choix opéré en introduisant un recours dans les dix (10) jours à compter de première publication de l'avis d'attribution provisoire provision à la commission des marchés de la commune.

DK NEWS Anep : 2616011907 du 06/04/2026





## GYM / COUPE DU MONDE 2026 (ÉTAPE DU CAIRE) Médaille d'or pour Kaylia Nemour aux barres asymétriques

La gymnaste algérienne Kaylia Nemour a remporté, dimanche, la médaille d'or des barres asymétriques de la 4e étape de la Coupe du monde de gymnastique artistique féminine, qui se déroule au Caire (Égypte).

Sur le même agrès, la championne olympique algérienne a eu la note de 14,033, devant la Chinoise, Jiang Shuting (13,700) et la Slovène Hribar Lucija (13,100).

Kaylia Nemour est également qualifiée à la finale de la poutre prévue lundi. Lors des qualifications de ce concours, l'Algérienne a dominé ses adversaires avec une note de 14,633, devant les deux chinoises, Ke Quinquan (14,066) et Qiu Qiyuan (13,700).

## JEUX D'ÉCHECS Nasr Lina et Belouadah Saad sacrés champions d'Algérie

Les échéphiles Nasr Lina du CS Béjaia et Belouadah Saad de l'AS Sûreté nationale ont remporté les titres du championnat d'Algérie des échecs individuels toutes catégories, clôturé, samedi soir à Alger, après cinq jours de compétition.

Chez les dames, une domination totale de Nasr Lina, avec 8 victoires sur neuf rondes, devant sa coéquipière du même club Djerroud Chahrazad (7,5 points) et Zerarga Imene du WCC Béjaia avec (6,5 points).

Chez les messieurs, Belouadah Saad a terminé à la première place avec 8 points, devant Boulrens Ala-Eddine du CE Constantine (7 points) et Djabri Massinas du CF Aokas Béjaia, qui a complété le podium avec 6,5 points.

Cette phase finale, disputée selon le système suisse en neuf rondes à la cadence de 90 minutes au finish avec ajout de trente secondes par coup joué, a été jugée d'un niveau technique très élevé, par le directeur de la compétition, l'arbitre international, Oukid Amine Fayçal.

Cette compétition, organisée par la ligue de wilaya d'Alger des échecs en collaboration avec la Fédération algérienne des échecs, un regroupé 34 échéphiles dames et messieurs, issue de 15 clubs du pays.

## JUDO/ CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE INDIVIDUEL Le MC Alger sacré à Oran

Le Mouloudia Club d'Alger a été sacré champion d'Algérie de judo juniors, à l'issue des épreuves du Championnat national individuel, clôturé samedi soir au palais des sports Hamou-Boutellis d'Oran. Le club MC Alger a terminé la compétition avec un total de 9 médailles : 5 or, 2 argentés et 2 bronze, devançant l'USM Alger (3 or, 2 argentés et 2 bronze), au moment où le club d'El-Harrach a pris la troisième place avec 1 or, 2 argentés et 1 bronze. Le Directeur technique national de judo, Abdelmalek Aït Mouffok, a estimé que le niveau de la compétition a été très élevé chez les garçons et appréciable chez les filles. Cette compétition a également constitué une belle opportunité pour les judokas de l'équipe nationale, en prévision des échéances majeures à venir, notamment le Championnat d'Afrique juniors individuels, prévu le mois de juillet prochain au Maroc, suivi par le championnat du monde au mois d'octobre en Jordanie.



Cette compétition organisée pendant deux jours par la Fédération algérienne de judo, en collaboration avec la Ligue régionale de judo d'Oran, un regroupement d'un total de 602 judokas : 349 garçons et 253 filles, issus de 169 clubs du pays.

## SAÏDA AU RYTHME DE L'AÏKIDO Un stage technique d'envergure pour révéler les talents et renforcer l'excellence sportive

La ville de Saïda a vibré, ce week-end, au rythme des mouvements harmonieux et précis de l'aïkido, à l'occasion du lancement d'un stage technique d'envergure ayant rassemblé plus de 120 pratiquants venus de différentes régions du pays.



Par **Abed MEGHIT**

Cet événement sportif, qui s'inscrit dans une dynamique de promotion des disciplines martiales et de valorisation des jeunes talents, a offert une vitrine remarquable du potentiel dont regorge cette pratique en plein essor en Algérie.

Organisé dans l'enceinte de la salle omnisports « Chahid Ahmed Mankour », ce rassemblement a été marqué par une cérémonie d'ouverture solennelle présidée par le wali de la wilaya, Amoumene Marmouri, en présence de plusieurs personnalités locales et sportives, dont le président de l'Assemblée populaire de wilaya, Reffas Mohamed, ainsi que le président de la Confédération africaine d'Aïkido, Nacer Rouibah.

Une présence officielle qui témoigne de l'importance accordée à ce type d'initiatives, considérées comme des leviers essentiels pour le développement du sport et l'encadrement de la jeunesse.

Dès les premières heures, l'ambiance s'est voulue à la fois studieuse et conviviale, portée par l'enthousiasme des participants, hommes et femmes, représentant les wilayas de Oran, Mostaganem, Alger et Saïda.

Les démonstrations réalisées par les athlètes seniors ont immédiatement donné le ton, mettant en lumière la technicité, la discipline et la maîtrise qui caractérisent l'aïkido.

Entre projections maîtrisées, esquives fluides et enchaînements précis, le public a pu apprécier la richesse de cet art martial basé sur la maîtrise de soi et l'harmonie des mouvements.

Au-delà du spectacle, ce stage s'inscrit dans une logique de perfectionnement technique et d'évaluation des acquis.

Encadrés par des instructeurs spécialisés, les participants ont suivi un programme intensif visant à approfondir leurs connaissances, affiner leurs gestes et renforcer leur compréhension des principes fondamentaux de l'aïkido.

Chaque séance a été conçue comme un espace d'apprentissage, mais aussi d'échange, permettant aux pratiquants de confronter leurs expériences et de progresser collectivement.

L'intérêt de cette rencontre réside également dans sa dimension pédagogique.

En réunissant des athlètes de différents niveaux et horizons, elle favorise une dynamique d'émulation constructive, essentielle à l'évolution individuelle et collective.

Les encadrants ont ainsi pu mesurer les progrès réalisés par les participants, tout en identifiant les axes d'amélioration nécessaires pour atteindre un niveau supérieur de performance. Organisé par la Ligue de wilaya d'aïkido en étroite collaboration avec la direction de la Jeunesse et des Sports, cet événement illustre la volonté des

acteurs locaux de structurer davantage la discipline et de lui offrir des perspectives de développement à la hauteur de son potentiel.

L'aïkido, encore relativement discret dans le paysage sportif national, gagne progressivement en visibilité grâce à ce type d'initiatives, qui contribuent à démocratiser sa pratique et à attirer de nouveaux adeptes. La remise, prévue à l'issue du stage, de certificats internationaux « Ikikai » constitue un moment fort pour les participants. Cette reconnaissance officielle de leurs compétences représente non seulement une valorisation de leur parcours, mais aussi un tremplin vers de nouvelles opportunités, tant sur le plan national qu'international.

Au-delà de l'aspect purement sportif, ce stage s'inscrit dans une démarche plus large visant à promouvoir les valeurs éducatives et citoyennes du sport.

Discipline exigeante, l'aïkido enseigne le respect, la maîtrise de soi et la solidarité, des principes essentiels dans la formation des jeunes générations.

En accueillant cet événement, Saïda confirme sa vocation à devenir un pôle actif du développement sportif en Algérie. À travers ce stage, la ville envoie un signal fort : celui d'une jeunesse engagée, dynamique et prête à s'investir pleinement dans des disciplines porteuses de sens et d'avenir.

**A. MEGHIT**

## CYCLISME/TOUR DES FLANDRES Victoire en solitaire du Slovène Tadej Pogacar

Intouchable, Tadej Pogacar a remporté dimanche son troisième Tour des Flandres, record égalé, en s'imposant en solitaire devant Mathieu van der Poel et Remco Evenepoel après un formidable

combat dans les monts pavés. Avec cette douzième victoire dans un Monument, le Slovène dépasse Roger de Vlaeminck et s'installe seul à la deuxième place au classement de tous les temps

derrière Eddy Merckx (19). Déjà vainqueur il y a deux semaines à Milan-Sanremo, le double champion du monde reste par ailleurs en lice pour réaliser le Grand Chelem consistant à remporter les

cinq Monuments lors d'une même saison, un exploit encore jamais fait, avant le prochain rendez-vous dimanche prochain à Paris-Roubaix.

**APS**

## LIGUE 1 FRANÇAISE (28<sup>E</sup> JOURNÉE) Chergui (Paris FC) de retour après plus de trois mois d'absence

Eloigné des terrains depuis plus de trois mois, le défenseur international algérien, Samir Chergui, a figuré dans le groupe convoqué dimanche pour le match en déplacement du Paris FC face au FC Lorient (1-1), à l'occasion de la 28<sup>e</sup> journée de Ligue 1 française de football.

Chergui (27 ans), qui n'a pas fait son apparition sur le terrain, n'avait plus joué depuis sa blessure contractée lors de la dernière CAN-2023.

Titularisé face au Burkina Faso (1-0), le 28 décembre dernier lors de la deuxième journée de la phase de groupes, Chergui avait dû céder sa place peu après l'heure de jeu, victime d'une blessure aux ischio-jambiers.

Son retour constitue une excellente nouvelle aussi bien pour son club que pour l'équipe nationale. Après plusieurs semaines de soins et une reprise progressive à l'entraînement collectif, le défenseur polyvalent semble enfin prêt à retrouver les terrains et à renouer avec le rythme de la compétition.

A un peu plus de deux mois de la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet), Chergui espère retrouver la plénitude de ses moyens dans l'objectif d'être convoqué avec les "Verts".

L'ancien de la réserve de l'AJ Auxerre veut désormais enchaîner les apparitions en championnat afin de convaincre le sélectionneur national, Vladimir



Petkovic, et figurer dans la liste finale des 26 joueurs appelés à représenter l'Algérie au Mondial.

## TOURNOI PLAY-OFF DE LA RÉGION DU SUD-OUEST La JS Taghit domine Amel Aïn Sefra et accède en Ligue 2



Le club de la Jeunesse sportive de Taghit accède en Ligue deux de football amateur après sa précieuse victoire décrochée en finale du tournoi play-off de la région sud-ouest de football face au Amel de Aïn Sefra sur le score de (2-0), disputé samedi au stade Ahmed-Zabana d'Oran.

Ce tournoi play-off d'accession a regroupé les deux premiers au classement de la division inter-ligues sud Ouest, poules " A " et " B ". Il s'agit du SC Mecheria et Amel Aïn Sefra de la poule " A " et le CRB Tindouf et la Jeunesse de Taghit de la poule " B ".

## TOURNOI "KHODER EL-MOUSTAKBEL" La sélection régionale d'Annaba vainqueur de la 3<sup>ème</sup> édition à Oran (FAF)

La sélection régionale de la Ligue d'Annaba a remporté la troisième édition du tournoi de football "Khoder Al Moustakbel" de la catégorie U17, en battant son homologue de la sélection régionale de la Ligue d'Oran (1-0), samedi lors de la finale disputée au stade Chahid Ahmed Zabana d'Oran.

L'unique mais de la rencontre a été inscrit par Iyad Laïbi (29?), offrant ainsi le trophée à son équipe.

La finale s'est déroulée en présence du Directeur technique national, M. Ali Moucer, ainsi que des staffs des

jeunes sélections nationales.

L'attaquant de la Ligue de Constantine, Ilyes Hider, a été sacré meilleur buteur du tournoi avec un total de 3 buts, alors qu'Iyad Laïbi de la Ligue d'Annaba a été élu meilleur joueur de la 3<sup>e</sup> édition. Ilyas Ben Senada de la Ligue d'Oran a décroché le prix du meilleur gardien.

Pour rappel, le Paradou AC a remporté la 2<sup>e</sup> édition du tournoi national des Académies de football de la catégorie des moins de 13 ans, en battant la JS Saoura sur le score de (1-0) en finale disputée jeudi soir au



stade Ahmed-Zabana d'Oran. Ce tournoi s'inscrit dans le cadre du programme de la Direction technique nationale visant

à détecter les jeunes talents de cette catégorie d'âge, en vue de renforcer les sélections nationales à l'avenir.

## FORMATION D'ENTRAINEURS LICENCE CAF 'A' Le délai de dépôt des candidatures prolongé au 11 avril

La fédération algérienne de football a annoncé mercredi que le délai de dépôt des candidatures au concours d'accès à la formation d'entraîneurs, menant à l'obtention de la Licence CAF (A), a été prolongé jusqu'au 11 avril 2026.

L'ancienne date butoir pour se porter candidat avait été fixée au 31 mars dernier, avant d'être prolongée finalement d'une douzaine de jours.

Cette formation s'inscrit dans le cadre de la politique de développement et de professionnalisation de l'encadrement technique national.

Elle a pour objectif de former des entraîneurs hautement qualifiés, conformément aux standards

et aux exigences de la Confédération Africaine de Football (CAF) a-t-on encore détaillé de même source.

Cette formation est destinée uniquement aux entraîneurs déjà titulaires de la Licence CAF (B) ou d'un diplôme équivalent, reconnu par la CAF, et qui sont actuellement actifs dans l'encadrement technique d'un club affilié à la fédération algérienne de football.

Le processus de sélection comprendra une épreuve écrite, portant sur les aspects techniques, tactiques et méthodologiques du football, ainsi qu'une étude de carrière joueur et entraîneur.

## LIGUE 1 MOBILIS La 25<sup>e</sup> journée en un coup d'oeil

Résultats partiels et classement à l'issue des matchs de la 25<sup>e</sup> journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, disputés vendredi et dimanche.

### Vendredi 3 avril 2026 :

MB Rouissat - Olympique Akbou 1-1  
CS Constantine - MC Oran 0-1

### Dimanche 5 avril 2026 :

USM Khenchela - Paradou AC 1-0  
CR Belouizdad - ES Mostaganem 7-0  
ASO Chlef - USM Alger 2-1  
ES Sétif - ES Ben Aknoun 1-1  
MC El-Bayadh - JS Kabylie 1-1  
JS Saoura - MC Alger (en cours)

Classement :	Pts	J
1). MC Alger	52	22
2). O. Akbou	40	23
->. JS Saoura	40	23
4). MC Oran	39	24
5). CR Belouizdad	38	22
->. CS Constantine	38	25
7). JS Kabylie	35	23
->. ES Ben Aknoun	35	24
9). USM Khenchela	31	23
->. ASO Chlef	31	25
11). USM Alger	29	22
12). MB Rouissat	28	24
13). ES Sétif	27	24
14). Paradou AC	17	24
->. ES Mostaganem	17	25
16). MC El-Bayadh	15	25.

## RÉGIONALE UNE (LIGUE D'OUARGLA) Résultats de la 21<sup>ème</sup> J

Résultats des rencontres de la 21<sup>ème</sup> journée du championnat de football ball de division Régionale Une (ligue d'Ouar gla), groupes A et B, jouées ce week-end.

### Groupe-A-

NR. Boughoufala - W. Debila 2-0  
CRB. Ksar El-Hirane - IR. Hassi-Delaa 0-0  
CS. Belle-Vue (El-Oued) - IRB. Berriane 2-0  
NRI. Laghraba (El-Meghaier) - EFA. Nezla 1-0  
TR. Tigdidine - IRB. Robbah 6-2  
CS.Teguentourine - CR. In-Amenas 1-1  
MC. Mekhadma - S. Sidi-Bouaziz 2-0

Classement :	Pts	J
1/- CR. In-Amenas	52	21
2/- MC. Mekhadma	51	21
3/- NRI. Laghraba (El-Meghaier)	50	21
4/- CS. Téguentourine	43	21
5/- IRB. Berriane	29	21
6/- TR. Tigdidine	28	21
7/- NR. Boughoufala	25	21
8/- W. Debila	22	21
-/ IRB. Robbah	22	21
10/- CS. Belle-Vue (El-Oued)	21	21
11/- EFA. Nezla	20	21
12/- JS. Sidi-Bouaziz	19	21
13/- CRB. Ksar El-Hirane	15	21
14/- IR. Hassi-Delaa	12	21

### Groupe-B-

US. Menia - Itihad Hamadine 1-0  
Wifak Ain-Madhi - NT. Souf 0-0  
OB. Ghardaïa - JSK. Ouargla 0-1  
C.A. Souf - IRB. Ain-Beida 0-1  
C. Nahaggar - ES. Moggar 2-1  
W. El-Meghaier - NR. Sorro Sahli 2-1  
IRB. Laghouat - Nadjm Boughoufala 4-2

Classement	Pts	J
1/- JSK. Ouargla	55	21
2/- W. El-Meghaier	51	21
3/- IRB. Laghouat	47	21
4/- Wifak Ain-Madhi	43	21
5/- C. Nahaggar (Tamanrasset)	29	21
6/- CA. Souf	28	21
7/- OB. Ghardaïa	25	21
8/- NT. Souf	22	21
-/ US. Méria	22	21
10/- NR. Sorro Sahli	21	21
-/ IRB. Ain-Beida	21	21
12/- Itihad Hamadine	18	21
13/- ES. Moggar	16	21
14/- Nadjm Boughoufala	4	21.

PAYS-BAS

**Le PSV Eindhoven sacré du titre pour la 27<sup>e</sup> fois de son histoire**

Le PSV Eindhoven est devenu dimanche champion des Pays-Bas pour la 27<sup>e</sup> fois de son histoire, au terme de la 29<sup>e</sup> journée d'Eredivisie. Vainqueurs samedi du FC Utrecht (4-3), les hommes de Peter Bosz ont profité du faux pas du Feyenoord Rotterdam dimanche à Volendam (0-0) pour être assurés du titre à cinq journées de la fin de la compétition. Avec 23 victoires pour seulement quatre défaites, le PSV, 71 points, a réalisé une campagne lui permettant de posséder 17 unités d'avance sur son dauphin, notamment grâce à une attaque de feu : 82 buts, soit une moyenne de 2,8 buts par match. Le club du Philipsstadion retrouvera donc le théâtre de la Ligue des champions la saison prochaine. Une compétition durant laquelle le PSV a soufflé le chaud et le froid cette saison, échouant à s'extirper de la phase de ligue (28<sup>e</sup> sur 36) malgré des coups d'éclats comme une victoire 4-1 contre Liverpool à Anfield et un succès sur un score de tennis face à Naples (6-2) l'hiver dernier. Derrière le PSV, Feyenoord mène la danse des autres équipes en quête d'un ticket pour la C1. Le club de Rotterdam (54 points) emmène un peloton composé du NEC Nimègue (53), du FC Twente (50), de l'Ajax (48) et d'AZ Alkmaar (45).

**CHAMPIONNAT DES PAYS-BAS Les résultats de la 29<sup>e</sup> journée**

Résultats de la 29<sup>e</sup> journée du Championnat des Pays-Bas de football :

**Samedi 4 avril**

- PSV Eindhoven - FC Utrecht 4 - 3
- Telstar - FC Groningue 0 - 2
- AZ Alkmaar - Fortuna Sittard 2 - 0
- Excelsior - NEC Nimègue 0 - 2
- Ajax Amsterdam - FC Twente 1 - 2

**Dimanche 5 avril**

- (12h15) Go Ahead Eagles - FC Zwolle
- (14h30) SC Heerenveen - Heracles
- (16h00) Volendam - Feyenoord
- (16h45) NAC Breda - Sparta Rotterdam

**Classement :**

Classement	Pts	JG	NP	BC	Dif			
1. PSV Eindhoven	71	29	23	2	4	82	40	42
2. Feyenoord	53	28	16	5	7	61	40	21
3. NEC Nimègue	53	29	15	8	6	71	47	24
4. FC Twente	50	29	13	11	5	49	31	18
5. Ajax Amsterdam	48	29	12	12	5	54	37	17
6. AZ Alkmaar	45	29	13	6	10	49	45	4
7. SC Heerenveen	41	28	11	8	9	49	46	3
8. Sparta Rotterdam	41	28	12	5	11	35	47	-12
9. FC Utrecht	41	29	11	8	10	45	35	10
10. FC Groningue	41	29	12	5	12	42	37	5
11. Fortuna Sittard	35	29	10	5	14	43	54	-11
12. FC Zwolle	33	28	8	9	11	38	53	-15
13. Go Ahead Eagles	32	28	7	11	10	45	45	0
14. FC Volendam	27	28	7	6	15	30	48	-18
15. Telstar	27	29	6	9	14	38	48	-10
16. Excelsior	27	29	7	6	16	29	49	-20
17. NAC Breda	23	28	5	8	15	29	50	-21
18. Hérahclès	19	28	5	4	19	33	70	-37

MONDIAL-2026

**Le Canada propose à ses fans d'origine italienne de soutenir les "Canucks"**

Échangez votre maillot de la Squadra Azzurra contre celui des Canucks: c'est ce que la Fédération canadienne de football a proposé samedi aux supporters italo-canadiens de Toronto pour "soutenir l'équipe nationale" au Mondial-2026. Après son élimination mardi face à la Bosnie-Herzégovine, l'Italie se voit privée de Coupe du monde, comme en 2018 et 2022.

Qualifiés, les quadruples champions du monde auraient été versés dans le groupe B avec le Canada, l'un des trois pays-hôtes, le Qatar et la Suisse. Pendant plusieurs heures samedi, les fans ont fait la queue devant un café du quartier de la "Petite Italie" à Toronto pour échanger leur tunique bleue ou blanche, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux. Ils sont repartis avec le nouveau maillot domicile rouge du Canada... mais ont pu garder celui de la Nazionale. Le Canada compte 1,5 million d'habitants d'origine italienne, soit 4,3% de la population, selon le recensement de 2021, et plus de 80% vivent dans l'Ontario et au Québec.

CAN-2026 U17 (ZONE UNAF/ QUALIF) 5<sup>E</sup> JOURNÉE

**L'Algérie bat l'Egypte (1-0) et se qualifie pour la phase finale**

La sélection nationale de football des moins de 17 ans (U17) s'est qualifiée pour la phase finale de la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2026 de la catégorie, à l'issue de sa victoire sur son homologue égyptienne 1-0, mi-temps (0-0) en match comptant pour la cinquième et dernière journée du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF), disputée dimanche au stade international de Benghazi (Libye).



L'unique mais des "Verts" a été inscrit par Abderahmane Zaoui (47<sup>e</sup> min).

Au classement final du tournoi, l'Algérie s'est classée à la 2<sup>e</sup> place avec un total de sept points (7) devant l'Egypte (3<sup>e</sup> - 6 pts), la Tunisie (4<sup>e</sup> - 4 pts) et la Libye (5<sup>e</sup> - 0 pt). Le sélectionneur national avait

retenu 24 joueurs pour ce tournoi, dont 12 locaux et 12 évoluant dans les différents championnats européens, rappellent-on. Le tournoi s'est déroulé sous forme d'un mini-championnat de cinq journées, à l'issue comprenant les trois premiers au classement se qualifiant à la phase finale de la CAN-2026 U17.

**5<sup>e</sup> et dernière journée (dimanche 5 avril 2026) :**

Algérie - Egypte 1-0  
Exempte : Tunisie.

**Classement**

Classement	Pts	J	Dif
1. Maroc	9	3	+6 Qualifié à la CAN-2026
2. Algérie	7	4	+2 Qualifié à la CAN-2026
3. Egypte	6	4	0 Qualifié à la CAN-2026
4. Tunisie	4	4	-2
5. Libye	0	3	-6

**Déjà joués : 1<sup>re</sup> journée (mardi, 24 mars 2026) :**

Maroc - Tunisie 2-0  
Libye - Algérie 1-5  
Exempte : Egypte  
2<sup>e</sup> journée :  
Tunisie - Egypte 0-1  
Algérie - Maroc 0-3  
Exempte : Libye

**3<sup>e</sup> journée (lundi 30 mars 2026) :**

Libye - Tunisie 1-2  
Egypte - Maroc 1-2  
Exempte : Algérie

**4<sup>e</sup> journée (jeudi 2 avril 2026) :**

Libye - Egypte 1-2  
Tunisie - Algérie 1-1  
Exempte : Maroc.

COUPE D'ANGLETERRE (QUART DE FINALE) **Manchester City atomise Liverpool (4-0)**

Manchester City s'est qualifié haut la main pour le dernier carré de la Coupe d'Angleterre de football, en éliminant Liverpool sur le score de 4-0 en quart de finale disputé samedi à l'Etihad stadium. L'attaquant international norvégien Erling Haaland, auteur d'un triplé (39<sup>e</sup>, 45<sup>e</sup>+3, 57<sup>e</sup>) et Antoine Semenyo (50<sup>e</sup>) ont mis au supplice Virgil van Dijk et ses coéquipiers.

Mohamed Salah a raté un penalty. Une performance inquiétante pour les Reds avant d'aller défier le PSG mercredi au Parc des Princes à Paris, en quart de finale aller de la Ligue des Champions.



APS



**MONACO  
POGBA BEL ET  
BIEN DANS LE  
GROUPE**

Victime d'une blessure au mollet en décembre, le milieu de terrain de l'AS Monaco Paul Pogba (33 ans, 3 apparitions en L1 cette saison) retrouve le groupe du club de la Principauté pour le choc face à l'Olympique de Marseille ce dimanche en Ligue 1.

En effet, l'international français figure officiellement dans la liste des joueurs retenus par l'entraîneur de l'ASM Sébastien Pocognoli pour cette affiche. Comme prévu, le technicien belge ne peut pas se reposer sur Caio Henrique, Kassoum Ouattara, Mohammed Salisu, Vanderson et Takumi Minamino, toujours à l'infirmerie.

**BARCELONE  
FLICK TEMPÈRE  
LA COLÈRE DE  
YAMAL**

Malgré la victoire arrachée par le FC Barcelone sur la pelouse de l'Atletico Madrid (2-1) ce samedi en Liga, une scène a étonné au coup de sifflet final : l'ailier des Blaugrana Lamine Yamal (18 ans, 26 matchs et 14 buts en Liga cette saison), agacé, n'a pas célébré ce succès avec ses coéquipiers et a immédiatement regagné les vestiaires après un échange avec son entraîneur Hans-Dieter Flick. Face à la presse, le technicien allemand a minimisé l'importance de cet épisode.

"Je ne sais pas exactement pourquoi (il a réagi comme ça à la fin, ndr), mais il y a eu de grosses émotions sur ce match. Et Lamine a tout tenté pour marquer le second but, c'est parfait, c'est génial. Bien sûr, tout n'a pas été parfait, mais il a tout essayé. Pour moi, c'est comme ça. On va avoir trois jours pour préparer le prochain match, la Ligue des Champions est très importante, et il sera de meilleure humeur", a assuré Flick. Pour rappel, mercredi, le Barça va retrouver l'Atletico au Camp Nou lors du quart de finale aller de la Ligue des Champions.

**BAYERN  
KANE DEVRAIT  
ÊTRE PRÉSENT  
FACE AU REAL**

Blessé à une cheville pendant la trêve internationale et forfait pour le déplacement du Bayern Munich à Fribourg (3-2) samedi en Bundesliga, Harry Kane (32 ans, 40 matchs et 48 buts toutes compétitions cette saison) reste incertain pour le quart de finale aller de Ligue des Champions face au Real Madrid, mardi. Cependant, pour Joshua Kimmich, l'avant-centre anglais sera présent quoi qu'il arrive.

"Je pense qu'il jouerait même en fauteuil roulant. Même s'il a encore un peu mal, il se travaillera sur le terrain", a assuré le milieu de terrain bavarois en zone mixte. Le retour de Kane incarnerait un renfort de poids pour l'ogre munichois.

**LOS ANGELES  
SON, 4 PASSES  
DÉCISIVES  
EN 19 MIN**

Heung-min Son (33 ans) a réalisé une performance rare ce dimanche en Major League Soccer. À l'occasion de la démonstration du Los Angeles FC face à la future équipe d'Antoine Griezmann, Orlando City (6-0), l'attaquant sud-coréen a délivré quatre passes décisives en 19 minutes en fin de première période, pour deux anciens Stéphanois : trois pour Denis Bouanga (20e, 23e, 28e) et une pour Sergi Palencia (39e).

Avec cet ample succès, le LAFC domine le classement général de la MLS, avec cinq victoires et un nul en six matchs. Hugo Lloris n'a pas encore concédé le moindre but depuis le début de la saison nord-américaine.

**ARSENAL  
ARTETA RÉCLAME UNE  
RÉACTION**

Battu en finale de la League Cup par Manchester City (0-2) avant la trêve internationale, Arsenal a été éliminé de la FA Cup par Southampton (1-2) samedi lors des quarts de finale. Après ces deux défaites consécutives, le manager des Gunners Mikel Arteta attend une réaction de ses troupes.

"Au cours d'une saison, on traverse différentes phases, dont certaines sont difficiles, pour diverses raisons. Nous avons connu deux résultats décevants et nous devons nous relever. Il est maintenant temps de montrer de quoi nous sommes capables. C'est sur le terrain qu'il faut le prouver, pas ici", a lancé l'Espagnol pour la BBC.

Le prochain rendez-vous pour Arsenal ? Un déplacement sur la pelouse du Sporting Portugal mardi à l'occasion du quart de finale aller de la Ligue des Champions.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

**DK NEWS**

Édité par la SARL  
**DK NEWS**  
Directeur général  
Benzine Lamine  
Gérant  
Faygal Laouar  
Directeur de rédaction et publication  
Dif Abdelhamid

**RÉDACTION ADMINISTRATION**  
« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger - TÉL : 028.05.33.32 »  
FAX : 028.05.31.61 EMAIL : contact@dknews.dz - SITE : http://www.dknews.dz  
PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger - TÉL : 028.05.33.32 FAX : 028.05.31.61 / E-MAIL : contact@dknews.dz - IMPRESSION : S.I.A.  
Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77  
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

## NARCOTRAFFIC TRANSFRONTALIER L'ANP dévoile les coulisses d'une guerre stratégique aux frontières de l'Algérie

Face à l'ampleur grandissante des réseaux criminels transnationaux, l'Algérie intensifie sa riposte contre le narcotrafic, devenu une menace multidimensionnelle qui dépasse largement le cadre de la délinquance classique.

Par **Abed Meghīt**

Le documentaire réalisé par la Direction de l'information et de la communication de l'état-major de l'Armée nationale populaire, intitulé « Guerre contre la drogue...

L'Algérie au cœur de la bataille », apporte un éclairage saisissant sur cette réalité complexe, en révélant les mécanismes sophistiqués déployés par les trafiquants et la réponse structurée des forces de sécurité.

À travers sa deuxième partie, ce travail audiovisuel dresse un constat sans équivoque : le trafic de drogue ne relève plus uniquement d'activités criminelles isolées, mais s'inscrit dans des stratégies ciblées visant à déstabiliser l'Algérie.

Cette évolution impose une adaptation constante des dispositifs de surveillance et d'intervention, tant au niveau des frontières terrestres que maritimes.

Sur les façades maritimes, le documentaire met en lumière la vigilance accrue des unités des garde-côtes, engagées dans une lutte permanente contre des réseaux particulièrement inventifs.

Les méthodes employées varient selon les zones et les quantités transportées, allant de l'utilisation de vedettes rapides, souvent associées à l'émigration clandestine, à des opérations de transbordement en haute mer.

Dans certains cas, la drogue est discrètement transférée vers des navires de commerce, brouillant les pistes et compliquant les opérations de détection. Les images diffusées montrent des interventions réelles, illustrant la précision et la rigueur des inspections menées.

Chaque embarcation est susceptible d'être contrôlée, qu'il s'agisse de navires marchands ou de bateaux de plaisance.

Cette stratégie de vigilance généralisée s'inscrit dans une volonté claire de ne laisser aucun espace d'ombre aux trafiquants.

Parmi les modes opératoires révélés, certains témoignent d'un niveau d'ingéniosité préoccupant.

Des trafiquants n'hésitent pas à transporter des cargaisons sous forme de ceintures fixées à leur corps, qu'ils



tentent d'acheminer à la nage vers les côtes nationales, profitant de l'obscurité et des conditions de visibilité réduites.

Ces cargaisons sont ensuite récupérées par des embarcations de pêche complices, dans un dispositif parfaitement orchestré.

Cependant, les forces navales ont su s'adapter à ces nouvelles menaces.

Le renforcement des patrouilles, de jour comme de nuit, ainsi que la coordination opérationnelle accrue ont permis de déjouer de nombreuses tentatives de trafic.

L'exemple d'une opération menée au large d'El Ghazaouet illustre cette efficacité : après la détection de deux embarcations suspectes, une course-poursuite a été engagée, contraignant les trafiquants à tenter de se débarrasser de leur cargaison en mer.

Sur les frontières terrestres, notamment à l'Ouest, la réponse de l'Armée nationale populaire repose sur un dispositif dense et structuré.

Le déploiement des Postes avancés des Groupements de gardes-frontières constitue un maillage stratégique visant à renforcer le contrôle de la bande frontalière.

Des patrouilles mobiles et pédestres sillonnent en permanence les zones sensibles, complétées par des opérations de ratissage dans les vergers et les champs, à la recherche de caches de drogue.

Le documentaire met également en évidence l'évolution des méthodes employées par les réseaux criminels opérant depuis le territoire marocain.

Le recours à des drones pour le transport de stupéfiants, ainsi que le recrutement de transporteurs, appelés « hamalas », traduisent une professionnalisation accrue de ces réseaux. Ces

pratiques, combinées à des complicités présumées, complexifient davantage la tâche des forces de sécurité.

Au Sud-Est, la menace prend une autre forme, avec l'introduction massive de psychotropes, notamment de type prégabaline, dont l'origine et la composition restent souvent inconnues.

Face à cette situation, un dispositif spécifique a été mis en place, reposant sur le déploiement permanent d'unités opérationnelles et sur une coordination étroite avec les services des douanes.

Cette synergie entre les différents corps de sécurité constitue un élément déterminant dans la lutte contre le narcotrafic.

Elle se prolonge jusque dans les centres urbains, où les unités spécialisées de la police et de la Gendarmerie nationale prennent le relais pour démanteler les réseaux et interpeller les individus impliqués.

À cet égard, le Détachement spécial d'intervention se distingue par son expertise et ses capacités opérationnelles, en tant que force de pointe dans la lutte contre le crime organisé.

Au-delà de l'aspect sécuritaire, l'Algérie adopte une approche globale intégrant également une dimension sociale et sanitaire.

La prise en charge des détenus toxicomanes, à travers des programmes de suivi et de réhabilitation, témoigne d'une volonté de traiter le phénomène dans toutes ses dimensions.

Si l'immensité des frontières constitue un défi permanent, le documentaire met en exergue la détermination des forces engagées et leur capacité à s'adapter à un environnement en constante évolution.

Cette mobilisation, soutenue par des moyens technologiques modernes et une coordination renforcée, permet de contenir une menace qui, sans relâche, tente de s'infiltrer par tous les points d'accès.

À travers cette immersion au cœur des opérations, l'Armée nationale populaire affirme son rôle de rempart face aux réseaux criminels transnationaux.

Une lutte de longue haleine, qui repose sur la vigilance, la rigueur et l'engagement constant des « protecteurs de la patrie », déterminés à préserver la sécurité et la stabilité du pays.

## ÉDITORIAL DKNEWS DU JOUR

### ANP: Une modernisation stratégique qui redéfinit la puissance militaire algérienne

Dans un contexte international en perpétuelle mutation, marqué par des recompositions géopolitiques profondes et des défis sécuritaires multiformes, l'Algérie poursuit avec détermination le renforcement de son outil de défense.

L'Armée nationale populaire (ANP) s'inscrit désormais dans une dynamique de modernisation globale qui dépasse la simple acquisition d'équipements pour embrasser une vision intégrée, fondée sur la performance, la résilience et l'anticipation stratégique.

Cette orientation a été une nouvelle fois mise en lumière lors de la réunion annuelle des cadres des infrastructures militaires, tenue au Centre militaire d'ingénierie et de développement des installations à Hussein Dey, sous la présidence du chef d'état-major, le général d'armée Saïd Chanegriha.

Au cœur de cette transformation, les infrastructures militaires occupent une place centrale.

Longtemps perçues comme un simple support logistique, elles sont aujourd'hui considérées comme un levier stratégique majeur.

En effet, la capacité d'une armée à remplir ses missions dépend étroitement de la qualité de ses installations, qu'il s'agisse de bases opérationnelles, de centres de commandement ou encore d'infrastructures médicales et sociales destinées au personnel.

L'ANP a ainsi engagé ces dernières années un vaste programme de modernisation visant à doter ses forces d'équipements de pointe, mais également d'un environnement fonctionnel et performant.

Cette approche globale traduit une mutation profonde de la doctrine militaire nationale.

Il ne s'agit plus uniquement de disposer de moyens matériels sophistiqués, mais de bâtir un écosystème complet où la préparation opérationnelle, le soutien logistique et le bien-être humain s'articulent harmonieusement.

Les hôpitaux militaires modernisés, les installations sociales adaptées et les infrastructures techniques avancées témoignent de cette volonté de placer l'humain au cœur de la performance.

Sur le plan régional, cette montée en puissance confère à l'Algérie un rôle déterminant dans la stabilité du Sahel, une zone marquée par des tensions persistantes et des menaces sécuritaires complexes.

Fort de une connaissance approfondie du terrain et d'une capacité d'adaptation éprouvée, l'ANP s'impose comme un acteur clé dans la lutte contre le terrorisme et les trafics transfrontaliers.

Son efficacité opérationnelle, soutenue par des infrastructures robustes, est régulièrement citée en exemple par les observateurs internationaux.

Parallèlement, l'Algérie continue de promouvoir une diplomatie militaire équilibrée, fidèle à sa doctrine de non-ingérence tout en restant ouverte à la coopération.

Les exercices conjoints, les échanges d'expertise et la participation à des mécanismes régionaux de sécurité renforcent sa crédibilité sur la scène internationale.

Dans ce cadre, la qualité des infrastructures militaires devient un atout stratégique, permettant d'accueillir des partenaires étrangers dans des conditions optimales et de consolider des relations fondées sur la confiance et le professionnalisme.

Au-delà des réalisations concrètes, c'est une vision à long terme qui se dessine.

Une vision portée par une volonté d'adaptation permanente aux évolutions technologiques et aux défis contemporains.

Comme l'a souligné le général d'armée Saïd Chanegriha, les efforts consentis dans le domaine des infrastructures ne reflètent pas seulement une efficacité technique, mais traduisent également une ambition stratégique durable.

Ainsi, l'Algérie confirme, à travers la modernisation de son armée, la cohérence de ses choix et la solidité de son modèle de défense.

Une dynamique qui place l'ANP parmi les forces les plus structurées du continent et qui renforce, par la même occasion, la souveraineté nationale dans un environnement de plus en plus exigeant.

**Abed M.**